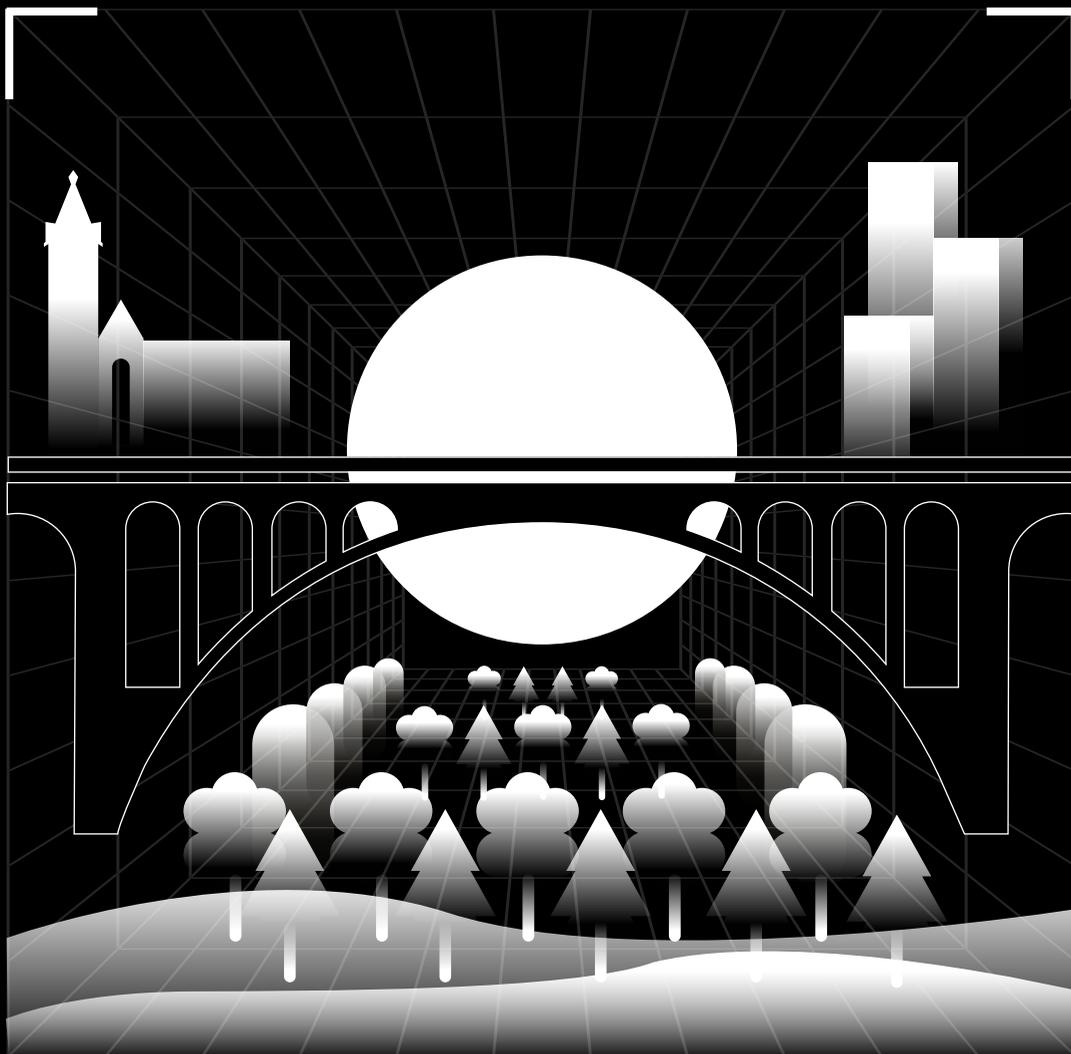
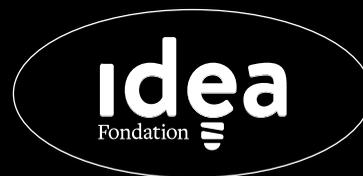


IDEA[S]



10 ANS

Rétrospective
& perspective



REJOIGNEZ LE DÉBAT

Abonnez-vous à la newsletter d'IDEA

Vous voulez être à la pointe des réflexions et des idées qui façonnent notre société?
Découvrez les analyses, recherches et recommandations de notre Think Tank.

Pourquoi vous abonner?

•

Recevez des analyses uniques sur les enjeux économiques et sociaux.

•

Profitez de décryptages clairs des politiques publiques et des tendances actuelles.

•

Bénéficiez d'invitations à nos événements en avant-première: conférences, débats, et ateliers.

Ne manquez plus une seule de nos publications!



SOMMAIRE

EDITO	3
2024 : 10 ANS DÉJÀ	6
L'envol d'IDEA, à la charnière d'une nouvelle ère	9
Interview Pierre Gramegna & Marc Wagener	12
Dix chantiers fondateurs, pour un point de croissance	18
Le nouveau-né se dope à la communication	20
BONNES INTUITIONS ET GRANDES RÉALISATIONS	24
Les bonnes idées font les grands débats	26
Les pensions, cette illusion d'optique	29
Pas de « politiquement correct »	30
Derrière le 9 mai, un positionnement européen	32
THINK TANKS, ACTEURS DE LA DÉMOCRATIE	34
Bravo, mais essayons de faire encore davantage !	36
Réflexions sur la crédibilité de la recherche économique	38
Interview Aline Muller	40
Interview Claude Wiseler	42
Pour ou contre... les Économistes ?	44
DANS 10 ANS	60
Un pari sur le « 800.000 Awunnerstat » !	62
De l'imprévisibilité de l'avenir du Luxembourg dans 10 ans	64
L'atlas (idyllique) de l'économie luxembourgeoise 2034	65
Interview Carole Retter & Erna Hennicot-Schoepges	66
Skills 5.0 : update 2034	70
La voiture, cette espèce protégée	71
1ER BILAN	72
MOTS-CROISÉS & QUIZZ TIME	74
BIBLIOGRAPHIE	76
REMERCIEMENTS	80

ADMO

MICHEL WURTH

Président d'IDEA



Happy Birthday IDEA!

Si la fabrique d'idées IDEA n'existait pas, il faudrait l'inventer, car un pays comme le Luxembourg doit se remettre en cause continuellement et penser en toute liberté à son futur.

Toute l'équipe associée à la création et à l'épanouissement de la Fondation IDEA peut être fière du chemin parcouru. IDEA est considéré aujourd'hui comme le think tank qui fait référence au Luxembourg. Au-delà de l'originalité et de la qualité scientifique de ses contributions, son succès provient également de la gouvernance mise en place par les fondateurs: rigueur intellectuelle, ouverture d'esprit, liberté de pensée, respect des idées d'autrui, créativité et obsession de relever les défis auxquels le pays est confronté.

Ce 10^{ème} anniversaire est aussi l'occasion de se tourner résolument vers l'avenir. Nos travaux devront davantage couvrir des sujets liés à la cohésion sociale d'une « nouvelle » nation qui se transforme sans cesse, au futur de notre économie dans l'espace transfrontalier avec lequel nous sommes de

plus en plus (inter)dépendants et à la pérennité du succès de notre modèle économique et social. Cela demandera que l'équipe acquière de nouvelles compétences. Il faudra également attirer de nouveaux partenaires et contributeurs à nos travaux et augmenter notre visibilité.

Quelle tâche exaltante pour IDEA que de prendre en charge ces thèmes et de contribuer à ce qu'ils soient étudiés et débattus en vue de faire converger des propositions ou des idées qui feront avancer notre petit pays!



Version
complète
de l'édito



VINCENT HEIN

Directeur d'IDEA

Les 10 années qui viennent

En identifiant les grands défis, en « fabriquant » des idées nouvelles et en alimentant le débat public, les think tanks comme IDEA contribuent, avec d'autres, à la bonne santé de la démocratie. Fêter nos 10 ans est l'occasion de revenir sur les ingrédients d'un succès: un savant cocktail fait des bonnes intuitions d'une équipe aussi engagée que compétente, de la confiance d'une gouvernance pleinement alignée sur notre mission de « penser un avenir durable pour le Luxembourg » et sur les valeurs cardinales pour y parvenir. Ce n'est pas le fruit d'un hasard. Le magazine que vous tenez dans vos mains est une très belle occasion de rendre hommage à toutes celles et ceux qui ont contribué jusqu'à présent à cette exaltante mission.

Le moment est également idoine pour nous interroger sur le rôle d'un think tank comme le nôtre dans la société luxembourgeoise. Quels sont les grands thèmes sur lesquels un laboratoire d'idées pourrait être utile au pays dans les 10 années qui viennent ? Faut-il renforcer notre rôle de plateforme d'échanges ? Nous rendre plus disponibles auprès des décideurs politiques pour les guider dans leurs analyses et leurs choix ? Dans les faits, le positionnement d'IDEA a toujours évolué et cela pourra continuer tant que nos valeurs de rigueur, d'ouverture et de transparence seront respectées. Merci à celles et ceux qui les font vivre au quotidien et bon anniversaire !

2030.LU

Ambition pour le futur



2024:

10 ANS

déjà!



L'ENVOL D'IDEE,

à la charnière d'une nouvelle ère

Le F16 turc d'escorte est si proche qu'on pourrait voir la couleur des yeux de son pilote, si sa visière n'était rabattue. Dans l'avion qui ramène au pays le Grand-Duc, ce 22 novembre 2013, Pierre Gramegna, directeur de la Chambre de Commerce du Luxembourg, n'a sans doute pas la fibre Top Gun. Songeur, il envisage l'avenir. Dans le Boeing, ils ne sont que deux à savoir que c'est lui, bientôt, qui remplacera au ministère des Finances le sortant Luc Frieden, également présent sur ce vol très spécial. La visite d'Etat de cinq jours en Turquie a aussi posé quelques-uns des derniers actes du gouvernement Juncker, même si le Premier ministre n'est pas de la partie. Il ne fera pas de cinquième mandat à la tête de l'exécutif.

Fin des années Juncker, sortie progressive de la crise financière mondiale de 2008, transformation numérique accélérée, perte progressive des bénéfices de la TVA électronique... l'atmosphère est au changement, comme l'incarne l'avènement tout proche de la coalition inédite libérale- socialiste – écologiste, qualifiée de « gambienne », qui prendra les rênes du pays pour dix ans, avec Xavier Bettel à sa tête. L'acte de départ de Gramegna de la Chambre de Commerce sera la conférence de clôture d'une initiative spectaculaire, dans l'air du temps: « 2030.lu – Ambition pour le futur ».

Entretenir le débat socio-économique à long terme

Retour à l'aéroport, donc, le mardi 26 novembre, puisque c'est là que se passe la conférence de presse finale de l'expérience inédite, qui a permis de formuler 355 idées pour l'avenir du Luxembourg. Mais comment prolonger l'essai « 2030 » ? Ses initiateurs, à l'UEL (Union des Entreprises Luxembourgeoises) et à la Chambre de Commerce, ne veulent pas gaspiller tout leur acquis. Luxairport est donc le cadre, ce jour-là, de l'annonce de l'« envol » d'IDEA, prolongement naturel de « 2030 », dont la nouvelle association reprendra « le vivier d'idées ». Le think tank verra le jour, dans les faits, au printemps 2014. Il est chargé d'entretenir le débat socio-économique à long terme, de façon autonome, dans un esprit pluridisciplinaire.

« Le président, Michel Wurth, me poussait depuis très longtemps à la création d'un tel laboratoire d'idées », se souvient Carlo Thelen, qui dirigeait alors les Affaires économiques et internationales de la Chambre de Commerce. Les gros moyens investis dans 2030.lu, notamment humains, avec par exemple Marc Wagener à sa tête, ont donné le bon prétexte et fourni une base solide à la création de ce groupe de réflexion. « Nous n'avions pas d'agenda politique, nous voulions juste aider les citoyens à se poser les bonnes questions sur l'avenir. Et si un représentant politique constate qu'un groupe de personnes, constituant un certain potentiel de votes, s'intéresse à un sujet, il ne reste jamais à l'écart, et c'est gagné », remarque Carlo Thelen. Aujourd'hui directeur général de la Chambre de Commerce, il est aussi l'un des principaux garants de l'indépendance du think tank, qu'il finance pourtant à près de 100%. « Les deux équipes se parlent beaucoup et peuvent partager certains points de vue mais les positions sont séparées. Le Conseil scientifique d'IDEA, très hétérogène, en est garant. »

Vous avez dit « blocage » ?

« IDEA ne devait être en aucun cas la cinquième roue de la Chambre de Commerce », insiste Michel Wurth, qui a présidé les deux entités pendant cinq ans et reste aujourd'hui à la tête d'IDEA. Il se souvient qu'en 2013, le pays connaissait un blocage politique et social, que la productivité stagnait. « Le Luxembourg avait besoin de croissance et d'un bon modèle d'intégration sociale. Un projet global de transformation était indispensable, mais personne n'en parlait. 2030.lu nous avait servi à ouvrir les débats. Il fallait absolument les prolonger ».

« On avait traversé la crise 2008-2009, qui avait eu un impact plus fort au Luxembourg que dans d'autres pays, puisque c'est une place financière internationale, relève Pierre Gramegna. La question du rebond était posée. Il fallait voir aussi quels autres secteurs on voulait mettre en relief, tout comme commençait à se poser la question de déficits budgétaires qui se profilaient ou s'approfondissaient ».

Soudés par cette idée que le Luxembourg ne peut pas se permettre de stagner, au risque de couler, les pères fondateurs s'accordent sur IDEA, comme catalyseur d'une réflexion globale. Dans le tour de table qui, signe des temps peut-être, respire peu la diversité, on trouve Michel Wurth, Pierre Gramegna, Carlo Thelen, et le très enthousiaste Marc Wagener, coordinateur général de 2030.lu. Premier directeur d'IDEA, il résume d'une phrase choc le constat d'alors : « Le Luxembourg misait trop sur le facteur chance ou sur la bêtise des autres pour être compétitif. »

Influencer les influenceurs

C'est lui qui établit le premier business plan d'IDEA. « Il n'y avait que des charges... et une seule recette, l'apport de la Chambre de Commerce ». Encore que... quelques membres paient encore une cotisation annuelle de 250 euros, dont Marc Wagener, qui reste un « IDEAListe » convaincu, même s'il a quitté le navire pour prendre d'autres fonctions, à la Chambre de Commerce puis à l'UEL. « IDEA » signifie « idée » dans une multitude de langues. Ce nom aurait aussi pu être un acronyme, comme beaucoup le croient. « On pensait à « Institut pour un développement économique actif », rigole Marc Wagener. « Mais inutile de l'écrire: IDEA n'a pas d'autre signification officielle que cette notion de réflexion et d'imagination ». Et une raison d'être : « influencer les influenceurs ».

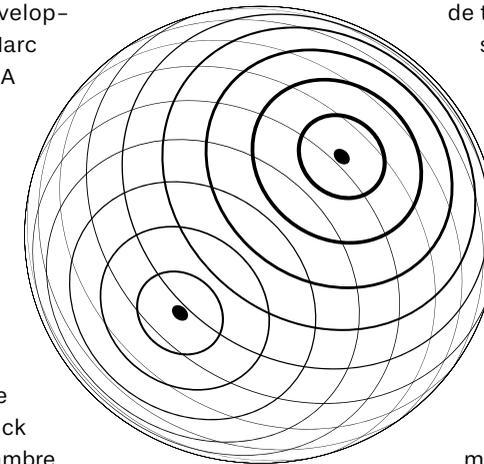
Les débuts sont héroïques. Pour les économistes précurseurs de l'association, c'est souvent un pied à la Chambre de Commerce, un pied dans IDEA. Un site web est mis en ligne rapidement, sans fioritures, par Patrick Ernzer. Le cordon ombilical avec la Chambre fait encore un peu de résistance.

A la conférence de presse de lancement, les journalistes découvrent Michel-Edouard Ruben, qui bouleverse les certitudes sur l'analyse de « L'état économique de la nation », pointant notamment le caractère presque symbolique du

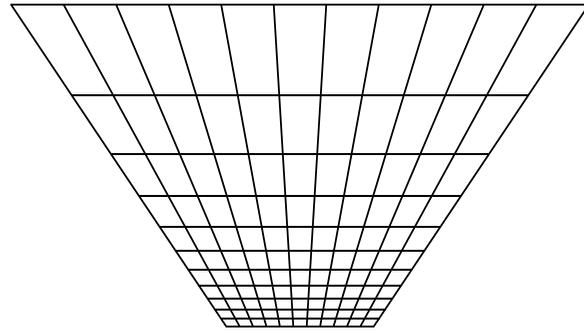
solde budgétaire positif de l'Etat. En plus de lui, l'équipe se compose de Jérôme Merker, venu de 2030.lu, Lynn Schetgen et Marc Wagener.

Ruben s'impose rapidement comme la vitrine d'IDEA, à la fois bateleur et lobbyiste, coureur de congrès et débats. « Il n'a pas son pareil pour emmener les autres débatteurs sur des terrains glissants. C'est redoutable et rafraîchissant », se souvient un de ses interlocuteurs, heureux de trouver en IDEA une structure propice à stimuler la réflexion et les réparties, alors que le ton généralement pratiqué au Luxembourg est alors caractérisé par une très grande retenue.

Quand IDEA naît, d'autres initiatives similaires sont présentes dans le paysage luxembourgeois. C'est le cas de la Solep (Société Luxembourgeoise de l'Evaluation et de la Prospective), une association sans but lucratif créée en 2009, mais aussi d'un groupe animé notamment par Raymond Schadeck, « 5 vir 12 » (midi moins cinq), qui s'intéressent également à l'avenir du pays. L'importance de mener des réformes est patente. IDEA s'imposera comme le think tank de référence pour tracer les pistes d'avenir du Luxembourg.



Thierry Nelissen

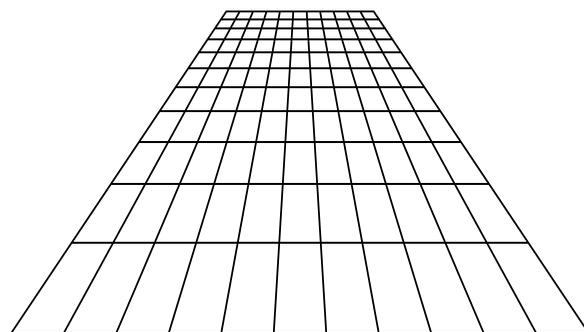


INTERVIEW

Réveiller le pays d'un sommeil dogmatique

Juste avant de devenir ministre des Finances, fin 2013, le directeur général de la Chambre de Commerce, Pierre Gramegna, annonçait l'envol d'IDEA, dont Marc Wagener allait prendre la direction. Comment est né le laboratoire d'idées ? Les deux hommes faisaient partie du petit groupe d'enthousiastes qui en assume la paternité.

Regards croisés sur cette conception.



PIERRE GRAMEGNA

Membre fondateur d'IDEA
Directeur général du Mécanisme européen de stabilité



MARC WAGENER

Membre du Conseil d'administration d'IDEA
Directeur de l'Union des Entreprises Luxembourgeoises (UEL)

Pourquoi avoir créé IDEA ?

Pierre Gramagna: Nous vivions une période de transformations rapides qui posaient beaucoup de défis au Luxembourg. Deux idées nous guidaient: penser plus loin qu'un mandat législatif de 5 ans et se concentrer davantage sur les enjeux du moyen et long terme pour entamer les réformes nécessaires. Pour nous exonérer de notre étiquette de Chambre de Commerce, trop corsetée et orientée vers le monde économique, nous avons lancé « 2030.lu », une vaste campagne de consultations de la société civile, des jeunes, du monde de l'éducation, des syndicats, des entreprises... des « parties prenantes » de notre société. Cette initiative avait permis d'exprimer 355 idées concrètes pour l'avenir du pays. Avec en tête, l'éducation ! L'intérêt suscité par ce document nous a poussés à créer IDEA, une structure pouvant mettre en musique ce qui y figurait... avec de nombreux autres sujets.

Marc Wagener: Les cercles patronaux sentaient une forme d'inertie dans les milieux politiques, peu enclins à réformer. Il n'y avait pas de véritable culture du débat d'idées, encore moins de culture du contradictoire. Le logement, les retraites, l'éducation, l'économie, la compétitivité : tant de sujets qui méritaient d'être empoignés. On voulait réveiller le pays du sommeil dogmatique, influencer les influenceurs, toucher les leaders d'opinion. Avoir un taux de fiscalité plus attractif, ce n'est pas nécessairement suffisant. Nous entrions dans un monde où notre pays était en concurrence avec d'autres sur les mêmes secteurs, sur les mêmes niches. Le Luxembourg devait être plus intelligent, plus rapide, plus agile.

Quels ont été vos modèles ?

PG: L'ifo Institute, en Allemagne, fait des études économiques, des études de société. Il n'a pas d'orientation politique et se base sur les statistiques, la science... On s'est dit que ce serait bien si IDEA pouvait être, comme lui, une institution portant le débat au-delà et en dehors des partis politiques, toutes proportions gardées bien sûr.

MW: On a fait du benchmarking. A part au Luxembourg, il y avait effectivement des think tanks un peu partout. En France, notamment, mais où ils sont souvent très proches des partis politiques. L'essentiel pour nous était qu'IDEA ait une vraie image d'indépendance. IDEA a le droit de déranger, et c'est même sa raison d'être.

Quels étaient les grands défis qu'IDEA était chargé de s'approprier ?

PG: Ils étaient nombreux. Comme je dirige aujourd'hui l'ESM (Mécanisme européen de stabilité), il y en a que je suis plus particulièrement, comme la compétitivité de l'Europe. Sans une productivité élevée et sans innovation, l'Europe perd pied dans la comparaison internationale. Il n'y a qu'à voir la croissance bien supérieure aux USA et en Chine. Il est donc important de mettre la compétitivité au cœur des réflexions, ce que sait faire IDEA, et ce que nous faisons aussi à l'ESM. La soutenabilité de la dette du Luxembourg (pour IDEA) et des pays européens (pour l'ESM) est un autre sujet majeur.

« Le Luxembourg devait être plus intelligent, plus rapide, plus agile. »

Marc Wagener

MW: Les thèmes porteurs de 2030.lu (compétitivité, aménagement du territoire, démographie, logement...) ont été prolongés. IDEA, c'est une équipe de trois à cinq personnes, endossant des projets particuliers. Pour ne citer qu'eux, Michel-Edouard Ruben a porté le logement, Vincent Hein le transfrontalier, Muriel Bouchet les finances publiques et les pensions... IDEA garde un noyau dur de « métasujets » que nous déclinons sur plusieurs années. Il ne serait pas intéressant de produire un papier par-ci, un papier par-là, sur des thèmes disparates, et de les garder dans un tiroir.



« IDEA secoue les idées et fait évoluer l'état d'esprit de tous les acteurs. »

Pierre Gramegna



Il était important qu'IDEA soit séparée de la Chambre de Commerce ?

PG: Les liens sont restés étroits. Marc, son premier directeur, était issu de la Chambre de Commerce, mais il était entouré d'une équipe d'économistes de très haut niveau qui n'étaient pas vus comme des bras de la Chambre. Cette neutralité était importante.

MW: IDEA a beaucoup plus de libertés, peut s'affranchir des barrières, lancer des ballons d'essai et dire des choses qui ne sont pas en adéquation avec les positions « mainstream » ou institutionnelles. Si tel n'était pas le cas, on pourrait d'ailleurs fermer boutique. IDEA a une fibre libérale mais sociale, et œuvre pour l'intérêt général, en sachant bien qu'il faut une économie forte pour pouvoir financer tout le reste.

IDEA correspond-elle à l'idée que vous en aviez au départ ?

MW: IDEA a connu un développement fulgurant. Nous sommes beaucoup reçus par les partis politiques, avant les élections, et même après, pour évoquer nos grands thèmes. Les médias aussi ont massivement repris nos diverses contributions. Les publications d'IDEA servent régulièrement à étayer des articles, même des mois après leur parution. Cela, c'est vraiment le pari gagné de la crédibilité !

PG: Si on m'avait dit il y a dix ans qu'IDEA serait là où elle est aujourd'hui, j'aurais signé à deux mains. Sur une décennie, IDEA a produit de nombreuses publications de qualité, tout en réussissant à se faire un nom. IDEA participe activement à la réflexion nationale, secoue les idées et fait évoluer l'état d'esprit de tous les acteurs. Je le vois quand les chambres professionnelles s'inspirent de ses travaux, quand certains partis politiques se saisissent de l'une ou l'autre idée.

Les gouvernements sont-ils réellement réceptifs aux travaux d'IDEA ?

MW: Ce n'est pas toujours facile à évaluer. Dans le dossier des pensions, on sait que le gouvernement actuel veut organiser un débat sur base d'un avis du Conseil économique et social... dont une partie de la matière première vient des travaux d'IDEA, suggérant par exemple de sanctuariser la partie forfaitaire, et de faire un petit écrémage de la partie variable.

PG: Un des rôles d'une fondation comme IDEA, c'est de démystifier les sujets, de les expliquer et de donner un diagnostic qui permet aux différents acteurs, politiques inclus, de prendre leurs responsabilités. Prenons le logement: c'est un sujet qui n'est ni de gauche ni de droite. Il est important de mettre sur la table tous les éléments, qui ne convergent pas toujours d'ailleurs. On a besoin des politiques pour trancher, mais ce n'est pas avec une ligne de démarcation purement politique qu'on peut les résoudre.

Quelle a été la contribution la plus importante d'IDEA ?

PG: Mettre en valeur la compétitivité et le développement durable en opposition à la simple croissance. Il ne suffit pas d'avoir un taux de croissance élevé, il faut aussi que cette croissance soit soutenable, dans ses aspects sociaux et climatiques. En cela, IDEA fait office de précurseur, avec le Conseil économique et social, qui illustre aussi depuis des années qu'on ne peut pas raisonner en termes simplistes sur la croissance.

MW: Ce n'est qu'un exemple, mais sur le télétravail, avant même la pandémie, nous avons soulevé le débat en suggérant des rapports win-win avec les pays voisins. Il n'y avait vraiment qu'IDEA qui raisonnait de façon structurée et neutre en matière transfrontalière. On n'est pas partisans.

De quelles thématiques la fondation doit-elle s'emparer pour les dix prochaines années ?

PG: On a toujours tendance à se focaliser sur ce qui ne fonctionne pas bien ou ce qui inquiète. Ce qui marche bien, on a tendance à ne pas l'évoquer. Or, rien n'est jamais acquis. IDEA peut jouer un rôle très important pour baliser le chemin qui assure que le Luxembourg reste une société ouverte, tolérante et sûre. Ce trésor ne tombe pas du ciel; il est dû aux politiques successives; il faut le conserver précieusement.

MW: Un des défis consistera à renouveler le vivier de sujets. IDEA dépend beaucoup des acquis de ses collaborateurs. Si demain on se lance avec légèreté sur un sujet comme l'intelligence artificielle, on ne se rend pas service. Ceci dit, le Conseil scientifique, qui est composé de personnes extraordinaires, nous aidera à être de plus en plus pertinents sur des sujets plus diversifiés. En tout cas, IDEA ne doit pas devenir une grosse machine. Elle doit garder son côté presque familial et surtout conserver un fort esprit d'indépendance.

Interview: Thierry Nelissen

DIX CHANTIERS FONDATEURS,

pour un point de croissance

Le 20 mars 2014, IDEA publie son premier « Avis annuel sur la situation économique, sociale et financière du Grand-Duché de Luxembourg ». « Notre pays doit faire ses devoirs », écrit son directeur Marc Wagener en mettant en garde contre les « risques baissiers » de l'économie, alors que la crise de la zone euro n'est pas encore totalement au rang des souvenirs, et que l'instabilité menace dans sa périphérie.

« L'état d'esprit de l'équipe était comparable à celui d'une start-up, se souvient Jérôme Merker, l'un des premiers économistes d'IDEA. L'ambiance était très dynamique et collaborative. Nous étions tous conscients de l'importance de nos propositions ».

Dans son panorama du monde, IDEA note l'essoufflement des pays émergents, la sortie de crise des USA, la perte de sa superbe par le Japon... et le fait que la Belgique « retrouve la patate ». Alliant ainsi légèreté dans le ton et rigueur dans l'analyse, le think tank pose ses bases, qui supposent une approche globale pour penser local, et des perspectives qui diffèrent des conventions habituelles.

Pour le Luxembourg, le think tank relève dans cette première publication que l'économie est encore notée AAA (une habitude qui ne s'est pas démentie), que les perspectives de croissance y sont parmi les meilleures de la zone euro, que

l'emploi a continué de progresser pendant la crise, et que la dette publique reste très faible en comparaison avec les autres pays européens... Mais les économistes relèvent que les finances publiques se sont considérablement dégradées, notamment à cause du soutien au secteur financier pendant la crise, mais surtout par l'augmentation des dépenses de l'Etat et la baisse des recettes qu'induit un ralentissement important de la croissance. Résultat : le taux moyen de croissance du PIB du Luxembourg est passé de 4,2% sur la période 2001-2007 à 0,1% sur 2008-2013.

La population, dont l'augmentation s'est confirmée, compte alors 556.000 habitants (contre 672.000 au 1^{er} janvier 2024); le PIB annuel, qui a fait du yo-yo depuis 2008, se monte à 49 milliards d'euros (pour 79,3 en 2023).

« Le futur n'est plus ce qu'il avait l'habitude d'être », titre joliment IDEA pour indiquer que la croissance a complètement décroché par rapport à sa dynamique quasi constante de 4% annuels depuis les années 80, et particulièrement entre 1995 et 2007. Le timide 2% en perspective sera insuffisant « pour financer le train de vie de l'Etat providence luxembourgeois » (sic) dont les équilibres requièrent plutôt un chiffre supérieur à 3%.

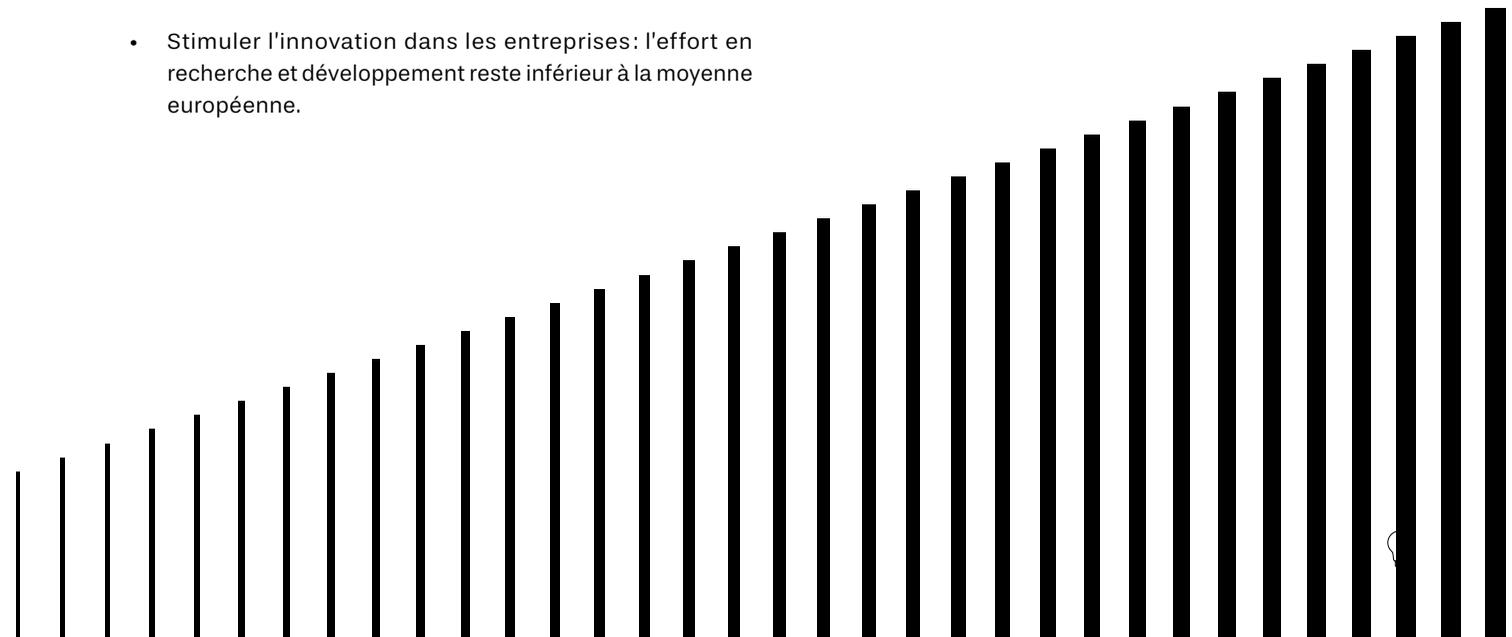
Le décor ainsi planté, IDEA présente ses « dix chantiers pour un point de croissance » :

- Freiner la perte de compétitivité: les exportations sont en recul alors qu'elles avaient progressé de 40% entre 2002 et 2007.
- Promouvoir un marché du travail efficace: dans un contexte atypique où coexistent hausse du chômage et hausse de l'emploi, IDEA n'hésite pas à envisager un « pacte de modération salariale ».
- Améliorer le fonctionnement du marché immobilier: IDEA pointe déjà le nombre croissant de Luxembourgeois qui s'établissent à l'étranger tout en travaillant au pays.
- Favoriser la création et la transmission d'entreprises: initiative de l'Etat et simplification administrative sont au cœur du sujet.
- Oser imaginer un renouveau industriel: avec la nécessité de trouver des segments à haute valeur ajoutée.
- Stimuler l'innovation dans les entreprises: l'effort en recherche et développement reste inférieur à la moyenne européenne.

- Assurer les conditions de l'ascension sociale: la cohésion sociale est déjà au cœur des préoccupations.
- Accroître l'efficacité de la dépense publique: où il apparaît que le Luxembourg est un des Etats de l'OCDE les moins soucieux de mesurer la performance de l'action publique.
- Assumer et tirer profit du statut de capitale européenne: le pays perd de sa substance européenne, il est grand temps de s'en soucier.
- Insuffler une nouvelle dynamique à la place financière: le secteur, pilier essentiel de l'économie, a besoin selon IDEA de plus de sollicitude de la part des pouvoirs publics et d'un sursaut de diversification.

On sourit aujourd'hui en passant en revue ces propositions: aucune n'a vraiment perdu de sa pertinence.

Thierry Nelissen



LE NOUVEAU-NÉ

se dope à la communication

Si la conférence de presse de présentation d'IDEA a lieu le 5 mai 2014, ses économistes ont balisé le terrain au préalable, en publiant dès le 20 mars leur premier Avis annuel intitulé: «Le Luxembourg au carrefour décisif: comment réinventer la croissance sous contrainte budgétaire?». En quête de crédibilité et d'un positionnement visible, l'équipe a au moins posé une base solide avant de se jeter en pâture aux journalistes.

Issue en partie du groupe qui a porté 2030.lu et chargée de l'héritage de cette initiative participative, elle doit encore trouver ses marques, aiguïser ses angles. Les soubresauts de la crise de la zone euro marquent encore le début de cette année. Le gouvernement inédit Bettel-Schneider-Braz poursuit son rodage.

Adopté par la presse

Comment, aussi, comprendre pour les analyser les particularismes du Luxembourg, hérités d'une histoire pas si lointaine, et parfois fort prégnants? «Les explications d'Erna Hennicot-Schoepges, ancienne ministre et membre du Conseil d'administration, ont été particulièrement précieuses», se souvient Michel-Edouard Ruben. «Pour analyser correctement l'économie du Luxembourg, comprendre l'importance de son néo-corporatisme est probablement plus utile que d'avoir les yeux rivés sur des benchmarks avec l'Irlande ou Singapour».

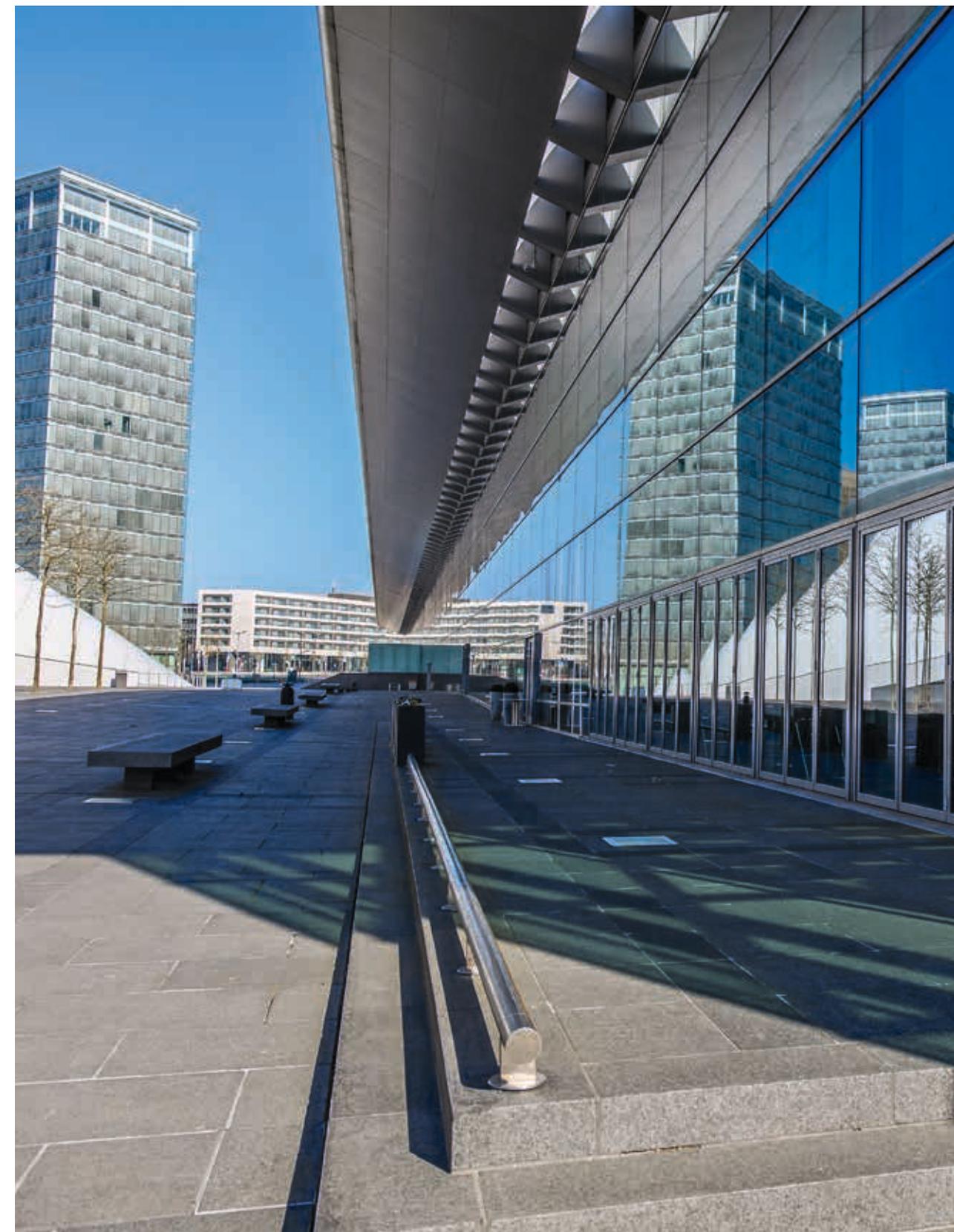
Pour la petite équipe opérationnelle de quatre personnes, l'équation n'est pas si simple. Pas question de tomber dans la facilité et la simplicité quand on aborde des sujets complexes... mais pas question non plus de les présenter de façon abrupte et austère.

Et ça marche! Au point qu'IDEA devient vite une référence pour les médias, dès 2014. Qualifié poussivement par un journaliste du Jeudi «d'émanation de la Chambre de Commerce», le think tank conquiert le titre de «laboratoire autonome» auprès du Lëtzebuerger Journal et de Paperjam. Ce dernier était plus d'un de ses articles avec les publications d'économistes ainsi confortés dans leur rôle. Le Wort et le Tageblatt saluent quant à eux l'émergence d'idées fraîches pour le développement du pays.

Créer sa propre légitimité

C'est sans doute Romain Hilgert, dans l'hebdomadaire de référence qu'est le Land, qui offre à IDEA la plus jolie publicité... sous forme d'un procès d'intention décoiffant. L'éditorialiste assène: «IDEA doit poursuivre le travail de lobbying de l'Initiative 2030.lu, qui n'est pas étrangère à la chute de la coalition CSV/LSAP, jugée rétive aux réformes, et exercer une pression politique en faveur des réformes libérales». Éjecter Juncker et téléguidé Bettel: pas mal pour un nouveau-né pas encore sevré, mais pas sûr qu'un seul historien retiendra le scénario.

Dans une interview à Catherine Kurzawa pour le Journal, le 24 juillet 2014, le directeur Marc Wagener fait ses comptes: «On aurait très bien pu utiliser les moyens de communication de la Chambre de Commerce. Mais on veut créer notre propre légitimité, notre propre fonds de commerce et de ce côté-là, nous avons après deux mois et demi d'activité 150 abonnés à notre newsletter. L'idée du mois que l'on a publiée au sujet du *nation branding* a été téléchargée à 80 reprises et partagée 140 fois. Ce n'est pas mal.»

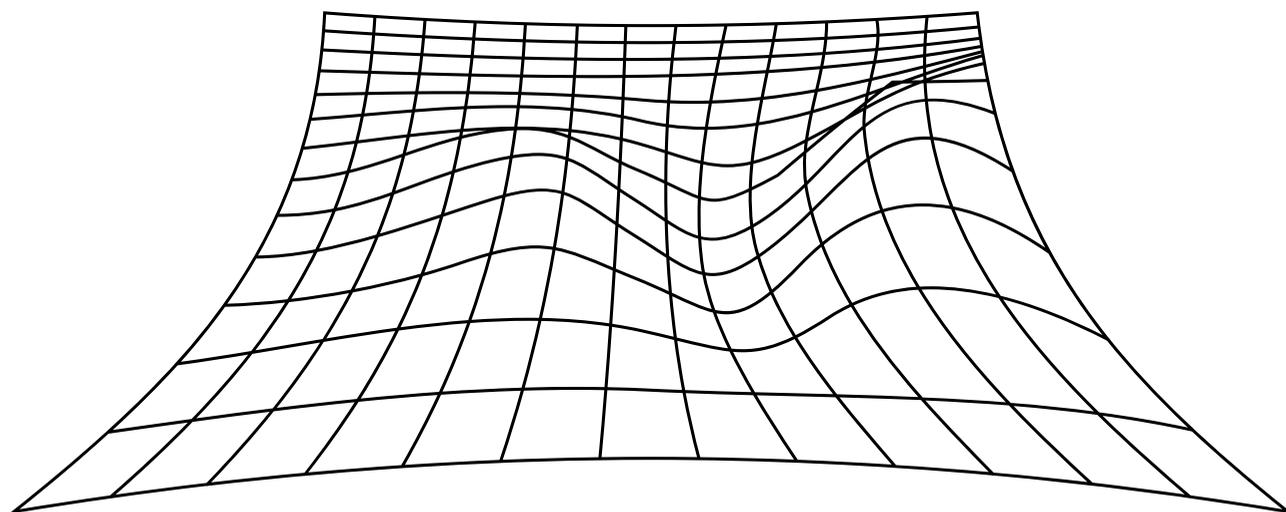


Au cœur du débat national

Justement, en cette année 2014, la promotion du Luxembourg est à l'ordre du jour. Voulant multiplier les sources de communication, IDEA fait du *nation branding*, le 29 octobre, le thème de sa première « Matinale ». Cette formule de petits déjeuners socio-économiques sera organisée périodiquement avec les plus fidèles lecteurs et contributeurs d'IDEA. L'invitée d'honneur de la première est Tania Berchem, qui dirige les travaux visant à établir la nouvelle stratégie. 35 personnes sont de la partie. Marc Wagener s'appuie sur l'« Idée du mois » pour recommander d'axer la réflexion autour du positionnement foncièrement européen du Luxembourg. Quand IDEA ne lance pas le débat, ses économistes y participent et le renforcent.

Productivité, transmission d'entreprise, vote des étrangers... Les contributions foisonnent, et la contradiction n'est jamais absente. Le débat sur la culture sera le point d'orgue de l'année, lors d'une deuxième matinale tenue en décembre. « Et en ces périodes de « consolidation budgétaire », s'il ne faut pas avoir la phobie des dépenses culturelles, il ne faut pas non plus en avoir la religion. Le « faire mieux avec moins » qui consiste à augmenter l'efficacité de chaque euro public dépensé devra concerner également la sphère culturelle », suggère IDEA. Les réactions sont émotionnelles, le débat forcément passionné.

Thierry Nelissen



« PENSIONS, QUE FAIRE ? »

Après le best-seller « Pensons pensions! »,
retrouvez « Pensions, que faire ? »

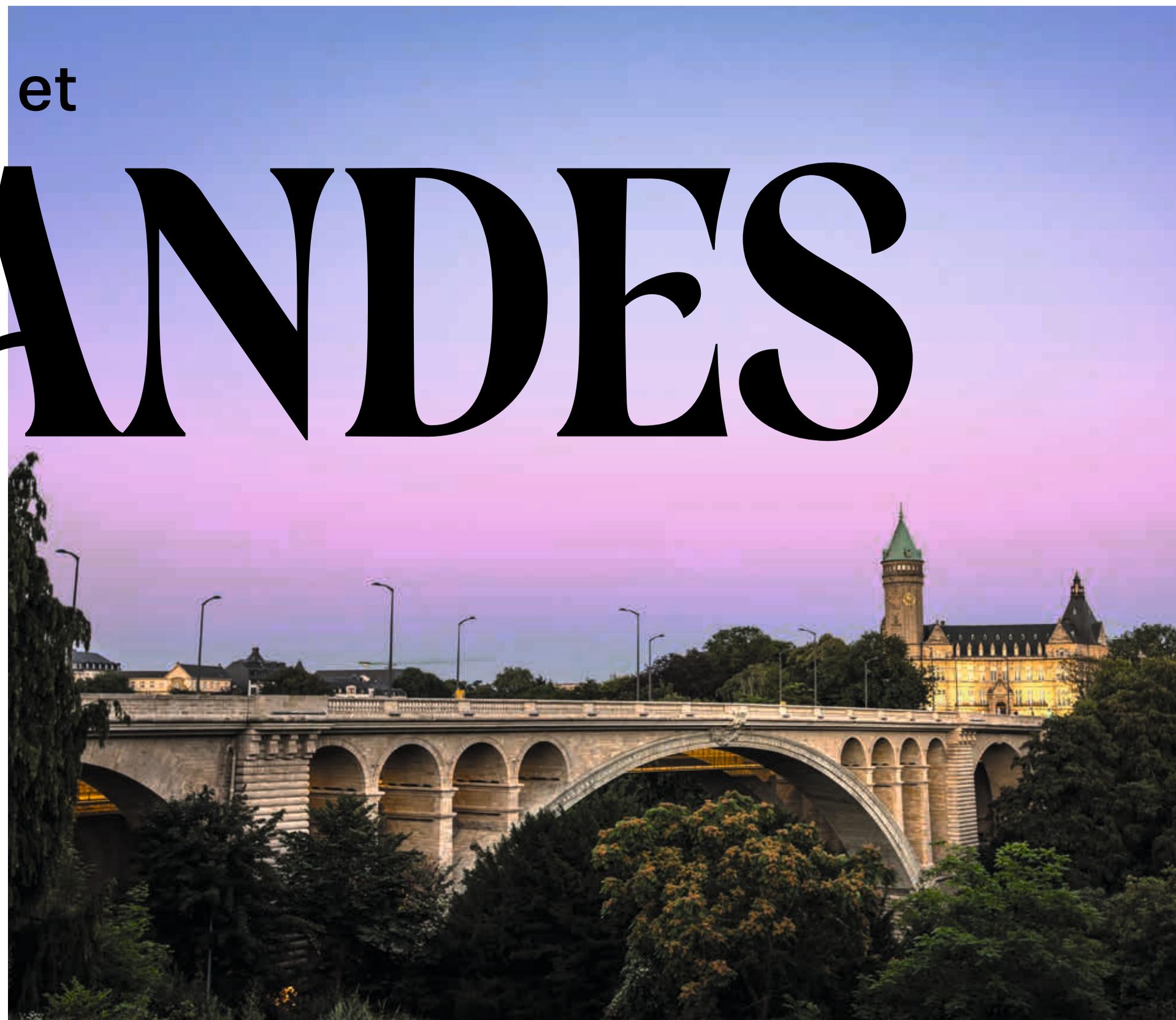
Par un vrai expert du domaine !



Bonnes intuitions et

GRANDES

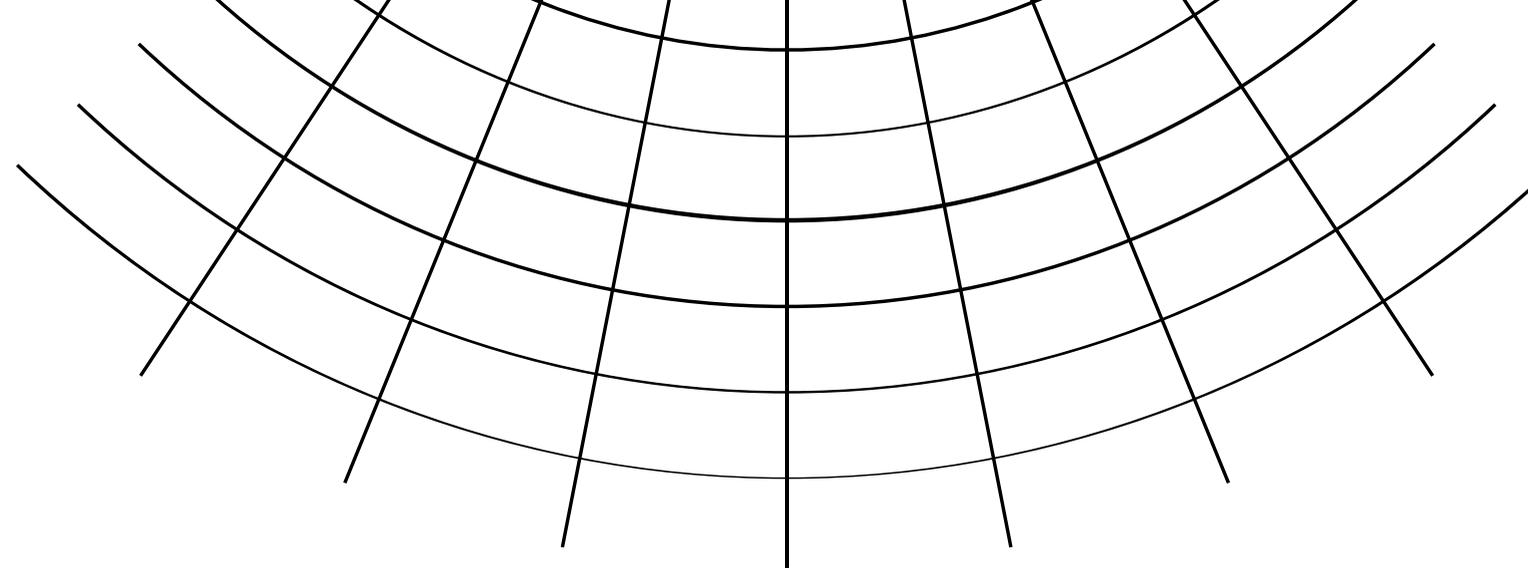
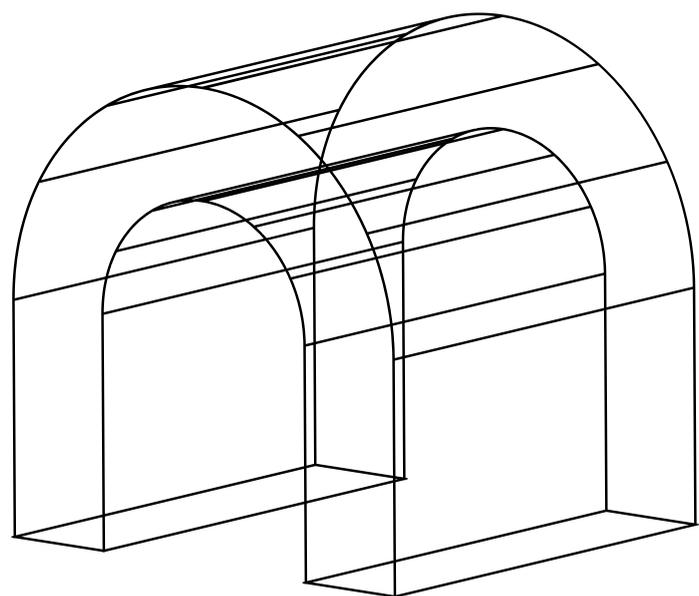
réalisations



Les bonnes idées font les grands débats

Impossible de comprendre l'esprit des travaux d'IDEA sans connaître l'ADN de son équipe opérationnelle : une poignée d'économistes bénéficiant de beaucoup de temps et d'une liberté intellectuelle totale pour traiter leurs sujets de prédilection. « Notre succès s'est moins construit sur la connaissance scientifique que nous avons pu rassembler que sur les idées originales que nous avons émises », estime Vincent Hein, l'actuel directeur d'IDEA. Identifier les défis, produire des connaissances nouvelles et alimenter le débat public : telle est la substance du triptyque mobilisateur de l'équipe.

« Honnêteté, ouverture d'esprit et compétence ont toujours été les caractéristiques d'IDEA », estime Jean-Jacques Rommes, président du Conseil scientifique depuis l'année dernière, qui suit attentivement les travaux du think tank depuis le début. « Si je parle d'honnêteté, c'est parce qu'ils ne manipulent pas les faits au service d'une cause... serait-ce celle de la Chambre de Commerce. J'en veux pour preuve la sympathie qu'ils ont parfois pu montrer pour l'indexation automatique des salaires... » qui n'est pas la position de la Chambre. « Tout ce que nous faisons, c'est dans l'intérêt du pays, insiste simplement Vincent Hein, directeur d'IDEA. Et je peux assurer que les décideurs ne viennent pas chez nous pour entendre l'avis du patronat ».



La contradiction par principe

IDEA pratique dix formats (Blog, Décryptage, Idée du mois, Document de travail, Avis annuel, Tableau de bord, Cahier thématique, Edito, C'est graphe docteur ?, et Podcasts). La volonté de départ était de ne pas être trop technique, d'offrir des formats courts, mais aussi des analyses plus approfondies. Avec un fil conducteur : le besoin de réformes du Luxembourg.

Dès le début, le think tank décide de cultiver l'esprit de contradiction. Quand ce n'est pas un intervenant extérieur qui est appelé à challenger les publications de l'équipe, ce sont ses propres économistes qui endossent des postures opposées, pour bien entretenir le débat. Télétravail, droit de vote des étrangers, compensations fiscales : tout y passe. « Les « pour ou contre », c'est aussi ce qui nous distingue fondamentalement d'un think tank politique, remarque Vincent Hein. Nous ne partons pas d'une hypothèse de départ ; nous voulons nous ouvrir à tous les points de vue ».

Longtemps directeur du Statec, Serge Allegrezza a eu l'occasion d'être confronté aux débatteurs d'IDEA. Il avoue avoir été surpris par l'arrivée de « cet OVNI ». « Leur liberté de parole est impressionnante. Leurs écrits me rappellent le quotidien Libération. Ils pratiquent une sorte de journalisme sophistiqué, sur une base scientifique très forte. Ce ne sont pas des révolutionnaires. Je pense qu'ils connaissent bien les limites, mais on ne peut pas les assimiler aux cercles patronaux ».

Rifkin parfumé à l'eau de rose

Quand Jeremy Rifkin est chargé par l'Etat luxembourgeois d'étudier le modèle de l'économie de demain, Michel-Edouard Ruben l'accueille avec une étude particulièrement critique de son best-seller « La troisième révolution industrielle, comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie

et le monde ». Il y relève « des phrases dignes d'un roman à l'eau de rose », « des affirmations vraies (à moins qu'elles ne soient fausses !) », « des contradictions », « Des phrases que je ne comprends pas ». Thomas Valici éditorialise sur « La face cachée des énergies vertes », relativisant le recours au tout électrique.

Mais le projet de transformation socio-économique proprement dit ne trouve pas foncièrement disgrâce aux yeux d'IDEA. Jérôme Merker note néanmoins qu'un pilier ayant trait aux questions proprement financières fait défaut dans l'étude Rifkin et devrait figurer dans son analyse. « Rifkin était porté par la Chambre de Commerce et le ministère de l'Economie. IDEA ne s'est pas immiscé dans son étude... mais on peut dire que nous l'avons bien prolongée avec nos études sur le développement territorial », se félicite Marc Wagener.

Développement territorial : une ouverture scientifique

Et, justement, quand on confronte les contraintes d'espace et les exigences environnementales avec un développement économique et démographique constant, il faut dépasser la vision de l'économiste. Pour dessiner le Luxembourg de demain, avec ses zones d'activité et ses pôles d'habitat, IDEA fait appel au géographe Romain Diederich, qui travaille intensivement pendant deux ans avec des économistes sur le rapport « Une vision territoriale pour le Luxembourg à long terme – Fir eng kohärent Entwécklung vum Land ». Cet outil précieux pour l'élaboration des stratégies de développement économique du pays à l'horizon 2050 est dévoilé avant les élections de 2023, histoire de susciter le débat dans une matière fort conditionnée par des réflexes politiques antagonistes. Cette collaboration enrichissante préfigure sans doute une tendance encore plus élargie pour l'avenir : faire appel à des spécialistes dans des disciplines autres que la seule économie.

«Tous les grands défis ont besoin, en raison de leur complexité, d'une approche interdisciplinaire, estime Rolf Tarrach, recteur émérite de l'Université du Luxembourg et membre du Conseil scientifique d'IDEA. Des statisticiens, sociologues, démographes et juristes, et quelques fois des scientifiques dans les domaines de la santé, de l'éducation et des technologies modernes, devraient être invités à participer aux travaux».

Transition énergétique et mobilité sans frontières

Vincent Hein relève qu'en 2017 toute la difficulté pour un pays, dont la population croît très fortement, est de respecter des objectifs européens très stricts en matière de réduction des gaz à effet de serre (-40% à l'horizon 2030 à l'époque, renforcé depuis), et note que le bulletin du Luxembourg dépend énormément de la fréquentation des stations-services, dont les fluctuations ne sont pas toujours prévisibles et encore moins maîtrisables. Sarah Mellouet n'hésite pas à dénoncer le culte de la voiture reine, mettant notamment en question le système de déduction des frais de déplacement, qui ne pénalisent guère ceux qui choisissent d'habiter loin de leur travail et de brûler des carburants fossiles pour s'y rendre. Elle développe aussi une idée folle, peut-être pas si utopique, mais si difficile à réaliser: permettre le co-working dans les trains, avec les implications sociales et fiscales que cela supposait, surtout dans un contexte transfrontalier.

Et pourtant, les logements existent

Sarah Mellouet s'appuie sur son expérience d'impatriée en 2017 pour étudier les difficultés de se loger au Luxembourg, où les loyers ont augmenté de 40% en 10 ans. Elle relève des surfaces importantes non-occupées ou sous-occupées, suggérant une meilleure utilisation du bâti existant. «J'ai d'abord thématiqué la colocation, un thème sous-traité jusque-là, qui

méritait un cadre juridique... mais surtout pas de rigidité. Dans un domaine un peu similaire, je me suis penchée sur la vogue Airbnb, à une époque où ce phénomène de location était totalement resté en dessous des radars. C'est étonnant, un pays qui s'adapte si bien dans beaucoup de matières, mais qui ne voit pas venir des phénomènes nouveaux».

Michel-Edouard Ruben démonte la sacro-sainte notion de «logement abordable», pas vraiment «abordable», et adore remettre les choses en perspective: «En 2014, tout le monde parlait de «crise du logement»... et pourtant, je suis sûr, qu'aujourd'hui, tout le monde serait d'accord de revenir à la situation d'alors. Ce qui n'implique pas que la situation de 2014 n'était pas grave!».

Le Luxembourg dépasse ses frontières

L'un des apports essentiels d'IDEA réside dans sa faculté à dépasser les frontières pour étudier un sujet, alors que le personnel politique limite relativement son action, et donc sa réflexion, au territoire national. Impossible pourtant d'envisager le Luxembourg sans son rayonnement économique et sans englober les flux de frontaliers (228.000 sur 485.000 salariés) et leurs choix de résidence. «Si un Montpelliérain n'est pas attiré par Thionville, c'est plus un problème pour le Luxembourg que pour la France», note d'ailleurs Vincent Hein.

Sans aller jusqu'à embrasser dans son ensemble la «Grande Région», IDEA pousse le curseur quand il le faut jusqu'à Arlon, Thionville et Trèves, et même Neufchâteau, Metz et Sarrebruck. «Il faut plus réfléchir en termes de régions, et le Luxembourg a intérêt à contribuer au développement des régions frontalières. Au début, pourtant, j'étais plutôt opposé aux compensations fiscales vers ces régions.

MURIEL BOUCHET

Ancien Directeur d'IDEA



Les pensions, cette illusion d'optique

S'il est un thème sur lequel IDEA a pris l'initiative, c'est bien celui des pensions. Ce sujet, qui risque de fâcher l'électeur, est peu exploité dans les discours avant les élections. Il constitue pourtant un poste majeur des finances publiques, qui ne pouvait échapper à Muriel Bouchet, ancien directeur d'IDEA et membre de son Conseil scientifique, éveillé au problème lors de son passage préalable à la Banque centrale.

«Le système de pension luxembourgeois peut être cité en exemple, dans la mesure où il est généreux dans le montant de ses prestations et autorise un départ à la retraite à un âge moins avancé (environ 61 ans) que les régimes voisins, mais ce n'est qu'une illusion d'optique», note Muriel Bouchet. «En plus, il dégage encore des excédents, ce qui est remarquable... mais qui correspondent à l'arrivée de nouveaux acteurs sur le marché du travail. Cette croissance ne peut pas durer indéfiniment: impossible d'imaginer 1,2 millions d'habitants et un demi-million de frontaliers d'ici trois ou quatre décennies. Il appartenait à un think tank comme IDEA de mettre en lumière le caractère explosif du système... dont je suis soucieux de la survie».

«IDEA a réellement animé ce débat. Nous avons repris trois études concordantes et mis en évidence des paramètres, à redresser, qui financent des prestations de 60% pour des cotisations de 24%. Notre proposition sur le lissage graduel des grosses pensions et la sanctuarisation des petites pensions est une contribution originale et concrète au dossier, dont le gouvernement a fait une de ses priorités».



Pas de « politiquement correct »

«IDEA a abordé comme personne le thème du développement territorial et de ses implications transfrontalières» estime Carlo Thelen, directeur général de la Chambre de Commerce. «Il y a des modèles dont on peut s'inspirer qui existent déjà, entre la Suisse et la France, dans les régions de Bâle et Genève, principalement. Vincent Hein fait figure d'expert en la matière et a participé à des conférences et colloques sur le sujet. La Grande Région est un concept trop flou. Bruxelles, Paris et Berlin ne savent pas trop ce qui se passe dans notre région.

Si IDEA n'existait pas, on aurait manqué des contributions très intéressantes, que les journaux grand public ont partagées. D'ailleurs, même la presse étrangère les contacte pour avoir des avis sur le pays. C'est sans doute cela le point fort du think tank: ils sont très pédagogiques et parviennent à trouver des angles pas politiquement corrects, mais c'est bien cela qui plaît au lecteur non spécialiste. J'ai parfois moi-même lâché un « Waouh! » en lisant l'une ou l'autre contribution, sur le logement par exemple.

IDEA, c'est surtout des sujets sociétaux qui impactent le pays à long terme, alors que nous nous sommes dans le court terme. Ses économistes s'aventurent hors des chemins classiques et traditionnels dans lesquels le débat se cantonnait avant sa création ».

CARLO THELEN

Directeur Général de la Chambre de Commerce

Aujourd'hui, j'y suis favorable, s'il y a un lien automatique et un projet. Et, j'insiste, cela découle d'un raisonnement économique très froid: c'est parce que c'est rentable pour le Luxembourg. L'idée commence d'ailleurs à faire son chemin chez les politiques ».

Covid: un chèque en blanc

La crise est à l'économiste ce que l'éruption est au volcanologue. Imprévisible, peut-être, mais partie intégrante de son fonds de commerce et de ses émotions. Quand survient celle du Covid, au début de 2020, la production s'emballa (suivi de conjoncture, recommandations, sollicitations pour des interviews ou des tribunes...). « La santé d'abord, l'économie ensuite », c'est le principe mis en avant. Mais les économistes, qui ont connu la crise des dettes souveraines, savent bien que la lutte contre le mal requiert des grands principes plutôt que des règles strictes, dont certaines peuvent parfois se révéler très contreproductives comme le passé l'a montré. IDEA prône sans hésiter le « Soutenir autant que possible, sauver autant que nécessaire », apte à éviter une chute de la croissance qui obligerait par la suite des ajustements très coûteux. A l'arrivée, IDEA constate que la vague de faillites crainte par d'aucuns sera limitée.

A la sortie du Covid, alors que l'Horeca est toujours dans une situation préoccupante, que le télétravail reste répandu et que les salariés n'ont pas repris le chemin du restaurant, c'est IDEA qui fait remarquer que le prescrit des règles sur l'emploi des chèques repas n'est pas respecté. Ce moyen de paiement fait alors le bonheur de la grande distribution au lieu de rémunérer les restaurateurs. IDEA n'est sans doute pas pour rien dans la prise de conscience des autorités, qui rectifient le tir.

Le télétravail bien avant la crise

Si la crise sanitaire et les périodes de lockdown ont été surmontées en partie grâce au télétravail, IDEA n'avait pas attendu qu'un virus sublime le recours à ce procédé, pas toujours souhaité ni maîtrisé par les entreprises. Dans le cas du Luxembourg et de ses problèmes de mobilité, le mécanisme a été étudié à fond, sans parti pris, sans en faire une panacée, en relevant toutes les contingences fiscales et sociales auxquelles étaient confrontés les travailleurs frontaliers dans ce système : à quelles conditions rester affilié à la sécurité

sociale luxembourgeoise, dans quel pays payer ses impôts? Ces normes, bizarrement, étaient peu connues et maîtrisées par les principaux concernés, travailleurs et employeurs, comme l'a constaté IDEA. Sachant que la législation sociale a encore évolué, et que le numérique s'impose toujours plus, le télétravail fera certainement encore couler beaucoup d'encre dans les prochaines années.

Productivité: la quête du graal

Dans un pays qui n'assure plus guère sa croissance qu'en accueillant de nouveaux travailleurs, avec toutes les conséquences que cela implique, la productivité reste une quête absolue. Sous-jacente dans les réflexions d'IDEA, la nécessité de sanctuariser la place financière est patente. Le secteur n'a pas trouvé de concurrence en matière de diversification, principalement grâce à ses taux de productivité qui ruissèlent sur tout le pays. Il n'en reste pas moins que cette productivité stagne, « alors qu'en sidérurgie, elle a été multipliée par cinq en quelques décennies », remarque Michel Wurth, président d'IDEA. Michel-Edouard Ruben analyse même froidement: « Compte tenu du niveau de productivité du secteur financier, si l'économie se diversifie au détriment du secteur financier... le pays risque de s'appauvrir ». « La productivité c'est important et nécessaire, mais qu'il s'agisse de la mesurer, d'expliquer son ralentissement tendanciel ou de parvenir à la redynamiser, c'est relativement complexe et compliqué ».

En pointe sur les retraites

Alors que le gouvernement s'empare cet automne du dossier des pensions, IDEA a déjà eu l'occasion de traiter le dossier à fond, mettant particulièrement l'accent sur la balance peu équilibrée entre les cotisations et les prestations, et les risques à moyen terme si la croissance ne retrouve pas ses marques. Muriel Bouchet, qui s'est spécialisé dans l'analyse des finances publiques, résume l'approche d'IDEA: « C'est un débat fort technique... sur lequel on ne peut pas communiquer trop techniquement si on veut faire passer le message au public. IDEA nous permet de tester des idées et de faire des propositions. C'est ce dernier aspect qui nous distingue d'institutions qui mènent le même genre d'analyse que les nôtres, mais où toute forme de proposition est à prendre avec des pincettes : trop délicat, trop politique ».

Thierry Nelissen

MICHEL-EDOUARD RUBEN

Economiste senior, IDEA



Derrière le 9 mai, un positionnement européen

Le plus senior des économistes d'IDEA, Michel-Edouard Ruben, reste pour beaucoup la figure de proue qui a fait entrer l'association dans la lumière. Si on le retient pour ses contributions plus récentes sur le logement, il est sans doute le père du 11^{ème} jour férié légal du Luxembourg. Dans le contexte des élections 2018, IDEA a publié une série de cahiers thématiques. L'un d'entre eux s'appelait sobrement « Europe », et proposait un certain nombre d'initiatives. La première d'entre elles: « Faire du 9 mai – journée de l'Europe – un jour férié ». « Une fois le jour férié instauré au Luxembourg (ce qui serait un symbole fort envoyé à l'Europe entière), le Gouvernement luxembourgeois pourrait « militer » auprès du Conseil interparlementaire consultatif du Benelux pour la généralisation du 9 mai comme jour férié au sein du Benelux », suggérait Michel-Edouard Ruben. Il s'agissait, conformément à la volonté de Robert Schuman, de cimenter l'esprit européen dans un jour de fête en commun qui effacerait le 8 mai, souvenir de l'antagonisme Franco-Allemand, effacé par la construction européenne. Bingo! L'accord de la coalition libérale-socialiste-verte 2018-2023 stipulait le caractère désormais férié et toujours festif du 9 mai. « Le gouvernement n'a pas pensé à supprimer un autre férié, comme nous le suggérons », fera remarquer narquois Marc Wagener.

LA POLITIQUE DU LOGEMENT

Entre bons motifs et gros montants !

« Le verre (immobilier) n'est décrit ni à moitié vide, ni à moitié plein, mais tel quel ».



Un livre qui se déguste.

Auteurs: Pierre Ahlborn, Nathan Vitiello, Sarah Mellouet, Jean Jacques Rommes, Michel Edouard Ruben, Victor Weitzel, Michel Wurth

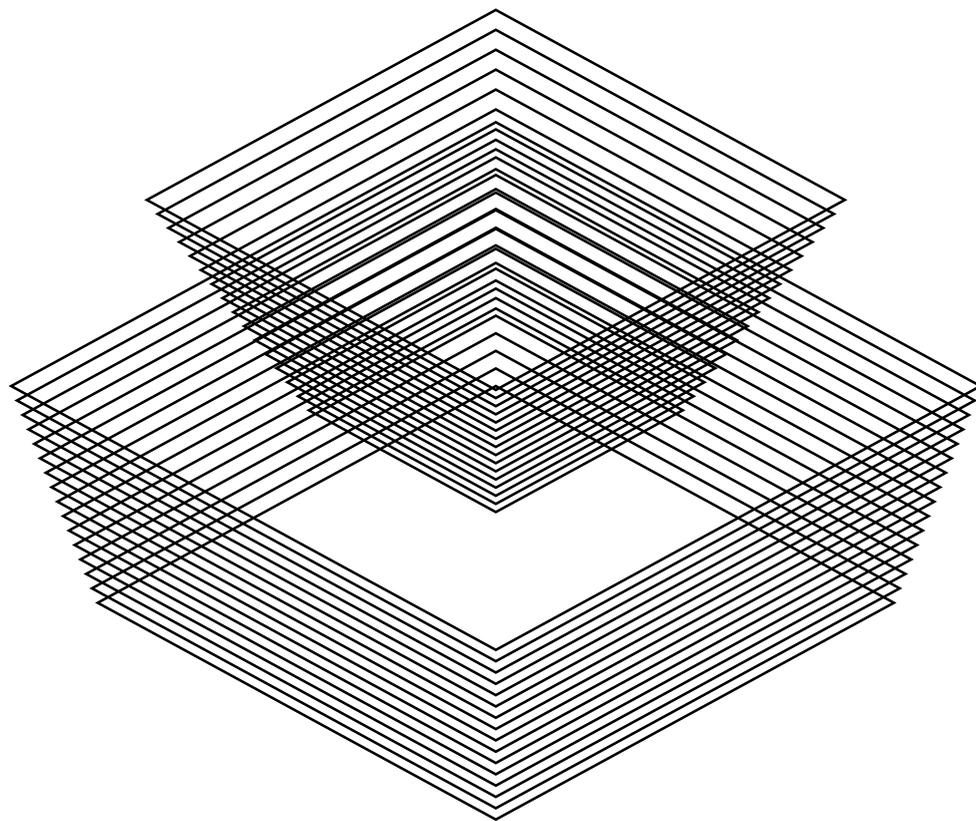
THINK TANKS,

acteurs de la démocratie



BRAVO,

mais essayons de faire encore davantage!



J'ai vécu mon temps dans le Conseil scientifique d'IDEA comme un privilège stimulant qui m'a permis de participer aux réflexions sur une série de défis auxquels le Luxembourg doit faire face et prendre en compte dans sa stratégie financière, économique et politique. Je considère qu'IDEA s'est développée pendant les 10 ans de son existence comme un think tank créatif et proactif, ce qui m'encourage à profiter de ces quelques lignes pour suggérer quelques voies qui, peut-être, pourraient contribuer à augmenter encore la pertinence d'IDEA pour notre pays. Un think tank au Luxembourg a plus de chances d'influencer les décideurs que dans un grand pays; il y a moins de fabriques d'idées, les chemins sont plus courts, les gens se connaissent, la communication est amicale, donc essayons de faire davantage!

Les grands défis sont tous très complexes et multifacettes, et une analyse réductionniste, souvent disciplinaire, ne suffit pas pour bien les comprendre. Il faut de l'interdisciplinarité, tenir compte de la société dans sa diversité, tenir compte des individus avec leur psychologie et leur volonté, tant celle qu'ils expriment comme celle qu'ils cachent. Cela impliquerait de faire participer davantage d'experts externes avec les connaissances complémentaires à celles des membres d'IDEA. Se limiter à la perspective économique-financière-politique est, pour les grands défis, presque toujours insuffisant.

Je voudrais suggérer aussi d'aller plus loin dans l'étude des problèmes, d'aller plus au fond, à l'origine, à la cause, aux causes, à la genèse de ce qui nous inquiète, pour pouvoir proposer des solutions capables de convaincre davantage les décideurs. Sans cela le travail du think tank semble trop académique, ou théorique, sur un sujet important. Nous devrions donc privilégier la profondeur sur la largeur. L'exemple de la productivité par travailleur ou par heure travaillée, qui dégringole, que d'aucuns considèrent le premier problème à résoudre, est parfait: quels sont vraiment les raisons? Comment est-on arrivé là? Quelles sont les propositions adéquates et réalistes pour redresser la productivité? Comment peut-on le faire dans le contexte européen et grand-régional du Luxembourg?

Je considère qu'IDEA, dans cette deuxième décennie de ses activités, pourrait aussi s'éloigner un peu plus des sujets traditionnels de l'économie, les finances et la politique, et analyser des activités importantes, qui jouent un rôle essentiel pour la société, comme l'éducation/formation, la médecine/santé et l'informatique/IA. Bien sûr ce serait plus facile de faire une autre étude sur le Luxembourg en 2040 ou 2060 que de proposer des solutions aux problèmes du Luxembourg en 2025, mais IDEA a la capacité et la volonté pour jouer dans une ligue supérieure.

Il y a un sujet qui combine son immense importance, le besoin d'agir déjà, sa transversalité et son rôle pour tous les aspects du futur du pays: l'éducation des jeunes entre 4 et 16 ans, les années qui décident presque tout dans leur vie. Je ne connais que deux grandes difficultés objectives: la très grande diversité culturelle, spirituelle et linguistique des élèves, et la difficulté qu'ils éprouvent de suivre des raisonnements d'une certaine complexité durant le temps nécessaire pour arriver à leur compréhension. Il y en a beaucoup d'autres, bien sûr, trop pour les mentionner ici, qui inclurait la qualité du retour de l'investissement, ce dernier très important au Luxembourg. Mais n'oublions pas le « *if you think education is expensive, try ignorance* » attribué à Derek Bok, président de Harvard, mais dû à Abraham Lincoln, un autre président. IDEA pourrait contribuer plus objectivement que les autres, parce qu'elle n'est pas un *stakeholder*, mais elle aurait besoin d'assez d'expertise externe, faisant attention à aléatoiriser leurs biais. Ce serait un grand service au pays.

Bien sûr, IDEA, étant ce qu'elle est, avec une taille et moyens modestes, devra choisir soigneusement entre tellement de défis à relever, mais n'oublions pas que bien choisir dans un éventail généreux est un privilège et un plaisir.

Avec mes plus sincères et admiratives félicitations pour les 10 ans et avec mes souhaits de rehausser encore les ambitions « idéalistes ».

Rolf Tarrach,
Membre du Conseil scientifique d'IDEA

RÉFLEXIONS

sur la crédibilité de la recherche économique

Cela fait maintenant dix ans qu'IDEA s'est donné pour mission d'identifier les grands défis socio-économiques du Grand-Duché, d'élargir la base de connaissances et de proposer des idées novatrices dans le débat public. Une tâche ambitieuse, qui repose avant tout sur la crédibilité de l'institution auprès du public, des médias et des décideurs politiques.

La crédibilité n'est pas toujours associée à l'économie en tant que discipline. Plusieurs raisons expliquent cela.

Tout d'abord, comme beaucoup d'autres sciences humaines, l'économie est parfois perçue comme manquant de la rigueur des sciences naturelles. Des disciplines telles que la sociologie, les sciences politiques et l'histoire sont souvent influencées par les convictions personnelles de leurs chercheurs, plutôt que par une quête de vérités universelles. En parcourant les articles économiques quotidiens, on observe souvent des explications *ex post* pour justifier des événements ou des écarts par rapport aux prévisions, et il est rare de trouver des prévisions unanimes parmi les économistes. De plus, par facilité, l'observation de phénomènes passés et l'exploitation des résultats évacuent trop souvent le contexte dans lequel l'expérience se reproduit.

Le philosophe des sciences Karl Popper a défini une science comme reposant sur le principe de falsifiabilité : une théorie doit pouvoir être testée et potentiellement réfutée par des preuves empiriques. Cela soulève la question de savoir si l'économie, comme d'autres sciences sociales, peut véritablement être considérée comme une science au sens strict.

Bien que l'économie utilise des méthodes empiriques et génère des théories testables, sa capacité à prédire avec précision des événements majeurs, tels que les crises économiques, demeure limitée. Cette situation montre que l'économie possède des spécificités et des limitations qui la distinguent des sciences naturelles.

Par ailleurs, l'économie est souvent qualifiée d'économie politique, un terme qui souligne l'interdépendance entre les phénomènes économiques et les structures politiques et sociales. Les décisions économiques sont façonnées par des contextes politiques et institutionnels, ce qui peut introduire des biais et influencer l'objectivité des analyses économiques.

Toutefois, ces défis ne signifient pas que la science économique manque de méthodes ou de critères de qualité, voire qu'elle tend vers l'inutile. Il est toujours préférable d'illustrer, de commenter et de conseiller les choix politiques avec des méthodologies, même perfectibles, qu'avec le seul prisme de la conviction profonde ou, pire, du rapport de force. De nombreuses théories économiques offrent des prédictions spécifiques et testables. Par exemple, la théorie de l'offre et de la demande prédit qu'une augmentation de la demande d'un bien, toutes choses égales par ailleurs, entraînera une hausse des prix. De plus, l'utilisation de méthodes statistiques et économétriques permet de tester des hypothèses, comme l'impact de la politique monétaire sur l'inflation. L'histoire de la pensée économique montre aussi que les théories peuvent évoluer ou être révisées à la lumière de nouvelles preuves, comme l'a démontré la révolution keynésienne au milieu du 20^e siècle.

Finalement, dernier doute sur la liste, la recherche en économie nécessite des ressources financières, et IDEA ne fait pas exception. Avec un financement assuré principalement par la Chambre de Commerce, des questions sur l'indépendance des chercheurs et la neutralité des résultats pourraient légitimement être soulevées.

En fin de compte, la crédibilité d'une institution comme IDEA repose sur plusieurs piliers :

- des valeurs de rigueur, d'ouverture et de transparence ;
- une gouvernance qui garantit l'indépendance et un contrôle de qualité rigoureux ;
- la production de travaux de haute qualité, jugés en dernière analyse par le public et les pairs.

Le Conseil d'administration, le Conseil scientifique et l'équipe d'IDEA en sont pleinement conscients. Depuis dix ans, malgré - voire à cause de - la rotation dans les instances et les équipes, la crédibilité de cette institution n'a cessé de croître.

Les défis socio-économiques du Luxembourg sont considérables, sans doute largement sous-estimés. Une IDEA est plus nécessaire que jamais. Nous continuerons à travailler pour que son chemin se poursuive, pour que son assise se développe et pour que ses idées originales et ses analyses rigoureuses continuent d'éclairer les débats économiques et les décideurs dans leurs choix.

Jean-Jacques Rommes,
Président du Conseil scientifique d'IDEA

INTERVIEW

IDEA nous fournit des arguments pour des éclairages scientifiques



ALINE MULLER

Directrice générale du LISER
(Luxembourg Institute of Socio-Economic Research)

Avez-vous déjà eu l'occasion de vous inspirer d'avis ou d'études d'IDEA ?

Nous nous suivons mutuellement, dans des missions qui ne sont pas les mêmes. Je perçois la mission d'IDEA comme visant à influencer la décision politique, à stimuler le débat public et à formuler le cas échéant des recommandations. Il y a un enrichissement mutuel. IDEA reprend parfois des chiffres et analyses publiés par nous; l'inverse est moins le cas... mais son influence sur le débat va éventuellement nous fournir des arguments pour souligner la nécessité d'éclairages scientifiques sur certains thèmes. Il y a un vrai win-win.

Quels sont les points communs et les différences entre le LISER et IDEA ?

Nous sommes tous deux des contributeurs à un développement durable de la société. La différence, c'est que le LISER a pour objectif d'éclairer et documenter sans exercer d'influence ni formuler des recommandations non objectivement étayées. Nous ne pouvons en aucun cas colorer une recommandation d'une opinion. Si nous pouvons éventuellement recommander des améliorations, par exemple dans la politique d'intégration, c'est parce que nous pouvons objectivement démontrer le coût social de la non-intégration.

Comment évaluez-vous la neutralité d'IDEA ?

IDEA est à un niveau de neutralité très respectable. Sa structure de gouvernance, avec son Conseil scientifique, dans lequel nous sommes représentés, est un des moteurs de cette neutralité.

Quelle est la place du chercheur dans le processus d'évaluation des politiques publiques ?

Il tient un rôle prépondérant parce que l'évaluation d'une politique publique est extrêmement complexe et qu'elle nécessite un travail scientifique. Il ne s'agit pas de mesurer simplement les moyens mis en œuvre, mais bien leur degré d'impact. C'est un travail qui demande de la robustesse scientifique. Il repose sur une batterie large de méthodologies permettant

d'établir le lien de causalité entre la politique publique et l'effet produit. Isoler celui-ci des autres interactions éventuelles, qui peuvent fausser le résultat, demande un cadre scientifique solide.

Un exemple? Nous évaluons les politiques de coopération au développement du Luxembourg, notamment la réduction de la pauvreté des jeunes dans des pays cibles. Dans ce cas précis, il ne faut pas se contenter de la vérification de la réalité de la mise en œuvre de formations pour ces jeunes, mais bien mesurer si les bénéficiaires ont vu leur statut de pauvreté réduit, par rapport à un autre groupe non touché par les mesures.

Vous travaillez uniquement pour l'Etat ?

Non, on peut passer contrat avec d'autres, même des partis politiques. Mais nos études sont scientifiques, sans influence politique. Avec IDEA, nous avons des collaborations relativement étroites, même si elles ne sont pas formelles; il y a des liens entre chercheurs travaillant sur des mêmes dossiers.

Quels sont les grands sujets qui devraient faire débat, pour mieux préparer l'avenir des dix prochaines années ?

IDEA les a sous le radar. La cohésion sociale est un sujet brûlant. Une illustration? On reste perplexe devant les chiffres d'universitaires non nés à Luxembourg évoluant dans le secteur privé et leurs équivalents travaillant dans le secteur public. Ces deux populations ne sont plus en contact. Or, un des facteurs d'intégration les plus puissants dans une société, c'est le travail. Si les gens ne travaillent plus ensemble, on peut s'inquiéter pour la cohésion.

Une question peu soulevée, c'est la transformation du travail, poussée par le numérique et l'intelligence artificielle. Des métiers vont disparaître, mais pas tous. Et surtout, beaucoup vont se transformer. Il faudrait organiser un grand événement sur ce thème. C'est un débat crucial, qui n'est pas suffisamment mené dans la société luxembourgeoise.

Interview: Thierry Nelissen

INTERVIEW

IDEA? Un antidote à la paresse intellectuelle



CLAUDE WISELER

Président de la Chambre des Députés

Avez-vous suivi IDEA depuis le début?

Oui, et je lis avec beaucoup de plaisir la plupart de ses avis. Ses chercheurs ont l'art de prendre le contrepied des réflexions généralement admises. Leur approche sans préjugés, et leur humour parfois, me captivent. J'adore discuter avec eux parce qu'on ne s'ennuie jamais. Sur le logement, ils pensent au-delà des frontières, alors que nous, politiques, avons l'habitude de considérer notre seul territoire. Or, ce qui se passe à l'extérieur fait bien partie de notre réalité.

Etes-vous sensible et perméable aux recommandations d'IDEA ?

Si « perméable » signifie que j'accepte tout, sans me poser de question, ce n'est pas le cas. Mais ça me permet d'avancer dans ma propre réflexion. IDEA ne formule d'ailleurs guère de propositions concrètes directement applicables. Rien de comparable avec une directive à transposer... Mais bien sûr que c'est inspirant, que ça peut donner des idées. Les travaux sur la pauvreté, la fiscalité, les droits de succession et l'accès aux ressources pour les moins nantis m'ont fort intéressé. Ils posent la question de la cohésion sociale dans un pays où existent de grandes différences.

Suivez-vous les travaux d'autres think tanks ?

Je suis beaucoup la fondation Konrad Adenauer en Allemagne, liée à la CDU, qui émet beaucoup de réflexions intéressantes. Mais aussi l'Iris en France (Institut de Relations internationales et stratégiques) ou l'IDDRI (Institut du développement durable et des relations internationales).

La Chambre des Députés s'est dotée en 2021 d'une « cellule scientifique ». À quoi sert-elle ?

Elle permet aux députés de poser des questions sur lesquelles ils attendent une réponse sans influence politique, au contenu uniquement scientifique. Une des dernières concernait la défense luxembourgeoise, les implications d'une augmentation de son budget, les besoins réels du pays en la

matière, les domaines à développer... La cellule scientifique travaille dans une liberté absolue; je n'interviens à aucun moment dans sa réflexion, je ne veux pas lire ses travaux avant qu'ils soient publics ni ne me mêle des dates de publication. Si moi ou un autre député exerçons une influence, la cellule perdrait toute crédibilité.

Elle est un instrument de contrôle de l'exécutif ?

Oui. Par exemple, si nous posons une question sur la légitimité ou sur les bases juridiques d'une décision du gouvernement, cela fait partie du contrôle, et c'est tout à fait logique. Cela n'empêche pas les députés de contester éventuellement le rapport produit. C'est le jeu de la démocratie.

Quel est le rôle des think tanks dans la construction des politiques publiques ?

Leur but est de développer des idées nouvelles ou de réfléchir sur des sujets déjà inscrits ou à inscrire à l'ordre du jour politique. Leur finalité est aussi d'influencer, dans un sens positif, les décideurs économiques ou politiques. Ils nous obligent à nous remettre en question et sont un antidote à la paresse intellectuelle qui nous guetterait autrement. Parfois, quand je lis des réflexions d'IDEA, je me dis: « Mais pourquoi n'y as-tu pas pensé toi-même ? ». Les think tanks nous aident à faire du fact-checking dans nos certitudes.

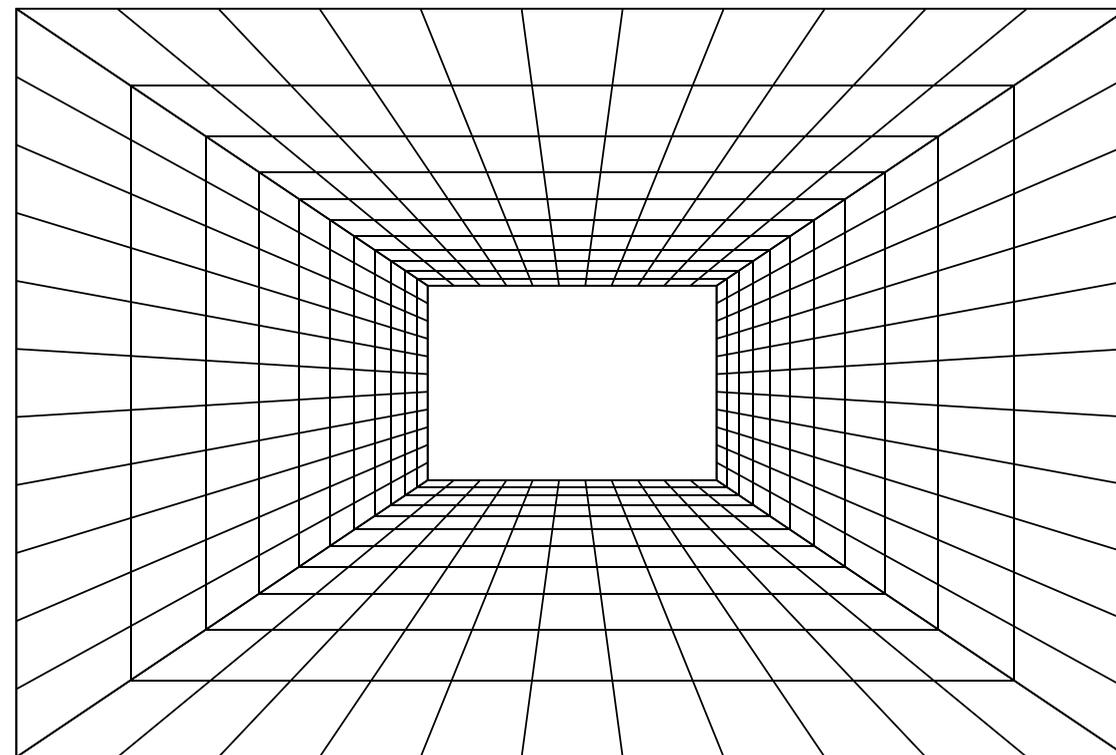
Quels sont les dossiers qui doivent être inscrits à l'agenda par IDEA pour la prochaine décennie ?

On ne traite pas assez le thème de la cohésion sociale du pays, en tout cas pas dans des termes de vision globale. C'est un sujet très complexe à embrasser dans une projection d'avenir. La gestion par le Luxembourg de sa diaspora m'intéresse très fort. En tant que président de la Chambre des Députés, je vais d'ailleurs en faire un vrai sujet dans les prochains mois. Ces sujets sont complexes, avec une infinité de nuances. Les think tanks comme IDEA nous aident à les envisager sous toutes leurs facettes.

Interview: Thierry Nelissen

POUR OU CONTRE...

LES ÉCONOMISTES ?



Le think tank « IDEA » se positionne comme un laboratoire d'idées qui vise à identifier les grands défis du Luxembourg et à alimenter le débat public par des études et des recommandations aux décideurs publics.

L'une des principales forces d'IDEA est d'avoir constitué une équipe d'économistes aguerris dans leur domaine de recherche.

Mais les économistes sont-ils les mieux placés pour proposer des solutions à tous les grands défis d'un pays comme le Luxembourg ?

Vincent Hein, Directeur d'IDEA

Les économistes ne doivent pas être idéalisés. Mais ils sont loin d'être les plus mal placés pour contribuer à l'élaboration des politiques publiques et à la bonne marche de la démocratie.

L'économie est une science qui a pour mission d'étudier la manière dont nous, les humains, nous organisons (ou devrions le faire) pour répondre à notre aspiration aussi immorale que naturelle à vouloir disposer de toujours plus de biens et de services tout en tenant compte du fait que notre capacité à y accéder est limitée par de multiples contraintes. N'est-ce pas là une synthèse honnête de ce qu'est la fonction objective d'une organisation sociale ?

Etudier comment les individus se comportent, comment les organisations se structurent et prennent des décisions en considérant systématiquement cette équation entre aspirations illimités et ressources rares permet de nous éloigner de l'inflexion « populiste » dans la conduite des politiques publiques qui consisterait à promettre (voire pire, à croire) l'impossible en oubliant les contraintes. Cette trame d'analyse facilite aussi l'appel à la responsabilité environnementale, l'économie étant la « science de la gestion des ressources rares », qui porte d'ailleurs en soi de multiples influences disciplinaires (histoire, gestion, droit, sociologie, psychologie, etc.).

Une recherche économique bien encadrée, c'est-à-dire (entre autres choses) dont le commanditaire ou l'auteur n'a pas en tête les conclusions au moment de l'établissement des hypothèses, permet toujours de donner des éléments utiles aux décideurs, d'exprimer dans des grandeurs comparables les coûts et les bénéfices, les risques et les opportunités... Cela est également valable lorsqu'une évaluation d'impact conclut que « l'on ne sait pas », cela revenant à admettre que la décision reste purement politique. Un constat rassurant pour la démocratie.

Les travaux des économistes permettent d'objectiver ou de contrer des intuitions et de ne pas transformer des évidences anecdotiques en lois. Se poser la question de l'utilité des économistes revient à se demander si l'on peut sereinement diriger une organisation, qu'il s'agisse du ménage planifiant sa retraite ou du ministre de la Famille souhaitant réduire la pauvreté infantile... sans mesurer ? S'il est préférable de prendre des décisions sans données quand elles existent, alors les économistes ne sont pas utiles !

Thierry Labro, Rédacteur en chef, Paperjam

L'été est terminé. Avec lui, probablement, une randonnée dans les Alpes suisses ou italiennes. Avant de toucher le sommet et d'immortaliser l'exploit d'un selfie pour la postérité, libération de l'alpiniste du dimanche, trouver la bonne voie est en réalité aussi essentiel que... de partir du bon endroit. L'économie luxembourgeoise, qui se rêve « data driven », pilotée par la donnée, est exactement dans la même situation que ce randonneur... mais s'autorise pourtant parfois à négliger le bon point de départ. C'est particulièrement le cas avec le débat sur l'utilité d'une réforme des retraites. Dans un briefing, début septembre, des économistes reconnaissent que l'hypothèse de création nette d'emplois au Luxembourg est « très optimiste », mais que c'est le seul dénominateur commun que différents partenaires ont pu dégager pour entamer les discussions.

À l'heure où le vivier de talents locaux ou de la Grande Région est quasiment épuisé, où les talents venus de loin coûtent plus cher – ce qui alimente la charge sur le système de pension – et doivent être logés dans un pays qui ne construit pas assez d'unités de logement depuis plus de 40 ans, où la mobilité devient chaque jour plus problématique et où personne, même pas McKinsey pourtant souvent citée en référence, ne connaît réellement l'impact à venir de la digitalisation sur l'emploi, le moindre dérapage dans l'augmentation du solde net d'emplois rendrait une éventuelle réforme caduque.

Dans une autre discussion sur le poids des fonctionnaires, le chiffre le plus souvent cité, celui du Statec, est très critiquable. Et l'institut statistique le reconnaît assez facilement. Difficile de faire des prévisions réalistes quand les bases ne sont pas solides. Quand le point de départ est mal placé. Et à quoi servent les économistes s'ils restent sur un scénario unique basé sur un chiffre facilement critiquable ou beaucoup trop optimiste ? À défendre une certaine idée de l'économie, qui a souvent défavorisé les plus démunis, affirme, arguments à l'appui et depuis longtemps, le prix Nobel de l'économie, Joseph Stiglitz. Pour que la société luxembourgeoise progresse, elle doit garder tout le monde à bord. Et pour ce faire, elle doit regarder la vérité en face. Sans rien négocier. Et ce n'est certainement pas aux économistes de négocier. Mais aux politiques. Sans quoi, les économistes n'ont pas d'utilité particulière par rapport à une administration capable de nourrir le politique en chiffres.



2014

Le Luxembourg au carrefour décisif:
Comment réinventer la croissance sous contrainte budgétaire?

UN LECTEUR ATTENTIF

« Votre avis est prématuré et basé sur des données dépassées (...). Il ne suffit pas de publier un rapport, même de bonne facture et agréable à lire, sur un site internet et de compter sur son amplification médiatique. Meilleures salutations »



1ÈRE MATINALE

Nation Branding: Nouveau positionnement du Grand-Duché
le 29 octobre

RTL

Nei Fondatioun soll d'Zukunft vum Land verbessern



LE JEUDI

« Des idées. Ah ! »

le 9 mai

PREMIÈRES IDÉES DU MOIS

1. Et si on se mettait d'accord sur les indicateurs de compétitivité?
2. Productivité: clé de la réussite économique future du Luxembourg
3. Nation Branding: nouveau positionnement du Grand-Duché
4. Cession d'entreprises: un enjeu d'avenir
5. Résolutions culturelles

2015

Ô, des espoirs !

« 2015: Année 0 = nouveau départ? »

Marc Wagener

IDENTITÉ
1^{er} logo d'IDEA



IDÉE DU MOIS N°10

Spécial marché du travail:

- I. « 1985- 2015 : Trois Décennies d'évolutions du marché du travail luxembourgeois »
- II: « Quel(que)s remèdes contre le chômage » par Michel-Edouard Ruben

ÉQUIPE

Muriel Bouchet et Sarah Mellouet rejoignent l'équipe!

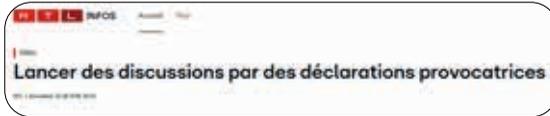


2016

Quelques doutes subsistent.

2017

Monde du partage ou partage du monde?



« Trois données éloquentes au Luxembourg: en 10 ans, la population a gonflé de plus de 20%, l'emploi salarié de plus de 30%, les prix du logement de 40% »

Sarah Mellouet.

MATINALE

« Différentiel de compétitivité et de croissance de part et d'autre de l'Atlantique »



IDENTITÉ
Nouveau site internet et nouveau logo d'IDEA



DOCUMENT DE TRAVAIL N°7

« Start-up nation: vers un young business act! »

Michel-Edouard Ruben

IDÉE DU MOIS N°19

« Pensons pensions ! »

Muriel Bouchet et Michel-Edouard Ruben

EUROMATINALE

« Un pacte européen pour la croissance! »

avec Michel Aglietta, le 4 avril



EQUIPE

Rachida Hennani et Thomas Valici rejoignent l'équipe!

DÉBAT

Robotisation du travail

par Michel-Edouard Ruben, entre Franz Fayot et Jean-Jacques Rommes, le 8 Novembre

CONFÉRENCE

« La crise a 10 ans, qu'avons-nous appris pour la prochaine? »

avec Aline Muller, Agnès Bénassy-Quéré, Natacha Valla, Alex Bodry et Claude Wiseler.

Banque de Luxembourg, le 13 juin

RÉUNION

Réunion du CA et du CS au Luxembourg Center for Systems Biomedicine (LCSB)

Belval



LUXEMBURGER WORT

« Avis annuel de la Fondation Idea l'économie de partage rencontre peu de succès au Luxembourg »

Avril

DOCUMENT DE TRAVAIL N°1

« Inflation, index et productivité: un possible ménage à trois? »

Muriel Bouchet

ÉQUIPE

Vincent Hein rejoint l'équipe!



IDÉE DU MOIS N°15

Logement au Luxembourg: état des lieux d'entrée

2018

L'Elue?



« Si j'étais formateur du Gouvernement... »

avec Tullio Forgiarini, Ben Stemper, Rolf Tarrach, Gaston Vogel, Agnieszka Zajac, Laura Zuccoli, le 13 juin

DÉBAT #2

Salaire social minimum et croissance maximum: quelle(s) équation(s)?

avec Nicols Schmit et Nicolas Henckes, le 2 mai

DÉBAT #3

Logement au Luxembourg: petites pièces pour grand puzzle

avec Marc Lies et Claude Ballini, le 12 juillet

DOCUMENT DE TRAVAIL N°13

« Le codéveloppement dans l'aire métropolitaine transfrontalière du Luxembourg. Vers un modèle plus soutenable? »

Vincent Hein

DÉCRYPTAGE N°1

« Logement au Luxembourg: le pire serait-il à venir? »

Michel-Edouard Ruben

Des tas d'urgences

2019

JOURNÉE DE L'ÉCONOMIE

Workshop « Peut-on protéger sans protectionnisme ? »

avec Sarah Guillou, Pauline Bourgeon et Jézabel Couppey-Soubeyran, le 28 février



ÉQUIPE

Muriel Bouchet est nommé Directeur d'IDEA.



PODCAST

avec Viviane Réding et Claude Wiseler



Podcast #3 avec Viviane Reding



SPÉCIAL ÉLECTIONS

5 Cahiers thématiques



EUROPE | CAHIER THÉMATIQUE 2/5
« L'idée serait que le 9 mai - journée de l'Europe - devienne un jour férié au Luxembourg »

DÉBAT #5

Regards sur l'économie et les finances luxembourgeoise

avec Pierre Gramegna et Carlo Thelen, le 20 septembre

2020

Des illusions

2021

L'An 2020, vain !

E-MATINALE

« Échanges autour du projet de budget 2021 »



« La fiscalité du télétravail pour relancer la coopération transfrontalière »

Vincent Hein



MATINALE

« Politique(s) du logement: Bons motifs, gros montants, faux problèmes, vrais enjeux, Et cetera »

avec Semiray Ahmedova, Michel-Edouard Ruben, Nicolas Buck

le 10 novembre



PODCAST

Lancement du Podcast Eco(n)finement

par IDEA et Paperjam

DOCUMENT DE TRAVAIL N°14

« La santé d'abord, l'économie ensuite »

Michel-Edouard Ruben

CONFÉRENCE-DÉBAT

« COVID-19 : Le pire est-il certain ? »

avec Denis Ferrand, 20 mai

« Le retour de l'inflation n'est pas pour tout de suite mais se façonne petit à petit »

Denis Ferrand

MATINALE

« Réforme fiscale, un concept à la com' ? »

avec Sylvain Hoffmann, Jean-Paul Olinger et Alain Steichen,

le 7 juillet

IDÉE DU MOIS N°25:

« Dette COVID: soutenable ? »

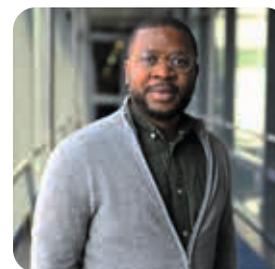
Muriel Bouchet

« Durcir les conditions d'utilisation des chèques repas pour soutenir le secteur de l'HORECA ? »

Sarah Mellouet

ÉQUIPE

Julien Mpia Massa rejoint l'équipe!



LE QUOTIDIEN

« L'économie luxembourgeoise pourrait rebondir mieux que prévu, estime Idea »

Octobre

RECUEIL

Recueil de contributions exclusives SPECIAL COVID-19

Sarah Guillou, Robert Urbé, Robert Goebbels, Jean-Jacques Rommes, Pierre Ahlborn Michel Beine, Rolf Tarrach, Antoine Decoville, Pascale Junker, Julien Licheron, Equipe DIGITUP, Nicolas Henckes, Frédéric Allemand

RECUEIL

« Inventaire avant sortie de crise ! »

Muriel Bouchet, Julie Boyer, Christel Chatelain, Louis Chauvel, Narimène Dahmani, Vincent Hein, Georges Heinrich, Sylvain Hoffmann, François Koulischer, Jean-Paul Olinger, Antoine Paccoud, Sidonie Paris, Pauline Perray, André Prüm, Michel-Edouard Ruben, Céline Schall, Alain Steichen, Thi Thu Huyen Tran.



2022

D'une crise à l'autre

2023

Rétrospective macroéconomique 2018-2022



RECUEIL
« La politique du logement :
Entre bons motifs et gros montants! »

Pierre Ahlborn, Nathan Vitiello, Sarah Mellouet,
Jean-Jacques Rommes, Michel-Edouard Ruben,
Victor Weitzel, Michel Wurth

MATINALE
sur le thème du
logement abordable,
avec Henri Kox, le 7 juin



LUXEMBURGER WORT
« Fondation Idea über „unschuldige
Lügen" zur Wohnungsmarktsituation »

Juin

RECUEIL
« Grands Défis :
Propositions en vue des
élections législatives »

Muriel Bouchet, Vincent Hein
et Michel-Edouard Ruben.

RENCONTRE
avec Son Altesse Royale
le Prince Guillaume,
Grand-Duc Héritier

20 mars

RECUEIL
« L'ère de l'IA: Opportunités et défis »

Emilie Allaert, Prof. Dr. Pascal Bouvry,
Prof. Dr. Michèle Finck, Dr. Emmanuel Kieffer,
Thierry Kremser, Hoai Thu Nguyen Doan,
Laurent Probst et Jean-Jacques Rommes.

**Hausse du nombre de
chômeurs diplômés:
comment l'expliquer ?**

Ioana Pop

PAPERJAM
« Face aux Grands Défis –
Cinq punchlines et solutions réunies
par IDEA »

Septembre 2023

PODCAST #5
avec Serge Allegrezza
20 janvier



« Repenser la coopération
transfrontalière »

Vincent Hein

DOCUMENT DE TRAVAIL N°19
« Quelques réflexions sur le budget 2023! »
publié le 29 novembre

SÉMINAIRE
du Conseil
d'administration
et Conseil scientifique
« Place financière et
intelligence artificielle:
fantasme ou réalité? »



PUBLICATION
« Une vision territoriale
pour le Luxembourg à
long terme – Fir eng
kohärent Entwécklung
vum Land »

Muriel Bouchet, Romain Diederich
et Vincent Hein.

« Une taxe carbone
à 200€ au
Luxembourg »

Nathalie Koch.

3 TABLES-ROTONDES
dans le cadre des élections
législatives:
Vision territoriale,
Logement et Pensions

ÉQUIPE
Ioana Pop, Jean-Baptiste Nivet
et Mamadou Gueye
rejoignent l'équipe.
Vincent Hein est nommé Directeur.

2024

Le Luxembourg au rAAAlenti !

DOCUMENT DE TRAVAIL N°24

« Des bourses d'études pour les futurs talents de la diversification économique »

Jean-Baptiste Nivet



RENCONTRE ET DISCUSSIONS

sur le thème de l'intelligence artificielle avec la rapportrice du budget

Madame Corinne Cahen

ÉQUIPE

Frédéric Meys rejoint l'équipe



DOCUMENT DE TRAVAIL N°27

« Stimuler la productivité au Luxembourg : c'est possible (mais personne ne sait (vraiment) comment y arriver)! »

Michel-Edouard Ruben

DOCUMENT DE TRAVAIL N°25

« Les dépenses publiques au Luxembourg : Everest ou Kneiff »

Muriel Bouchet

DÉCRYPTAGE N°31

« Job rotation scheme : une best practice à la danoise »

Ioana Pop

IDEA FÊTE SES 10 ANS!

JOURNÉE DE L'ÉCONOMIE 2024

« Compétitivité du Luxembourg: sommes-nous toujours dans la course? »

avec le Dr. Serge Allegrezza, Lionel Fontagné, François Mousel, Richard Forson et Emanuele Vignoli, le 23 mars 2024.

idea
10 ANS

Lancement de
8 PODCASTS
ECO(N)FINEMENT
par IDEA avec Paperjam, de Mars à Juin 2020

Avec les invités suivants:

#2 Tom Baumert

#3 Michel Wurth

#4 Frédéric Docquier

#5 Jézabel Couppey-Soubeyran

#6 Luc Frieden

#7 Nora Back

#8 Carlo Thelen

STAY TUNED!



Dans

10 ANS



UN PARI

sur le « 800.000 Awunnerstat »!

Les projections à 20 ou 30 ans font régulièrement l'objet de débats passionnés : au début des années 2000, le seuil des 700.000 résidents avait été vivement discuté tandis que depuis une dizaine d'années la mention du fameux « million » suscite l'émotion. Les scénarios démographiques disponibles aujourd'hui entrevoient un Grand-Duché dans lequel résideraient en 2034 autour de 800.000 habitants bien qu'elles divergent pour la suite. Cette « convergence » à 10 ans signifie-t-elle pour autant qu'il s'agit là de bonnes prédictions ?

Avant de prendre les paris, mettons-nous quelques instants à la place d'une équipe qui doit se prêter à l'exercice. Dans un pays où le choix des hypothèses économiques (croissance, emploi, productivité) pèse tant sur le résultat, le choix de la méthodologie est complexe et revient inévitablement à faire un pari sur la prospérité économique à 20-30 ans. S'ajoute la difficulté de faire abstraction des potentielles conséquences socio-économico-politiques que les résultats pourraient avoir : soutenabilité de la protection sociale, poids des Luxembourgeois dans la population, main d'œuvre frontalière, crédibilité des engagements climatiques, effets sur le marché du logement...

Faire croire la population de l'ordre de 120-130.000 personnes en une décennie n'a rien d'anodin. Les hypothèses implicites à la réalisation de ce scénario appellent des changements considérables comme l'accélération de la construction de logements (alors que les retards s'accumulent), une hausse ininterrompue du nombre de frontaliers (alors que leur pyramide des âges devient défavorable), des investissements en infrastructures (alors que les finances publiques sont sous tension), une urbanisation plus cohérente, sans oublier une économie toujours aussi compétitive.

Mais il y a des raisons d'y croire. Depuis les années 1970, toutes les projections démographiques de long terme ont été largement sous-estimées. Le Luxembourg reste un pays où la situation socio-économique est relativement enviable en comparaison internationale, il est au cœur d'une dynamique de métropolisation qui porte par essence une composante « auto-alimentée » (effets d'agglomération), être un « petit pays ouvert aux vents contraires » signifie aussi être « ouvert aux vents favorables », les prises de conscience collectives des grands défis ont historiquement donné lieu à de salutaires capacités de mobilisation et, par définition, le pire n'est jamais certain !

Vincent Hein,
Directeur d'IDEA



Économiste Senior, IDEA

MICHEL-EDOUARD RUBEN

De l'imprévisibilité de l'avenir du Luxembourg dans 10 ans

Coalition Blo-Rout-Gréng suite aux élections législatives (2013), Luxleaks (2014), ouverture du mariage aux couples de personnes du même sexe (2014), abolition du délai de viduité pour les femmes (2014), afflux de demandeurs de protection internationale (2015), abrogation de la possibilité de transfert de plus-values immobilières (2015), mise en service du tramway (2017), création d'une agence spatiale luxembourgeoise (2018), introduction d'un jour férié (9 mai, journée de l'Europe) supplémentaire (2019), exploit footballistique du F91 Dudelange en coupe d'Europe (2019), gratuité des transports publics (2020), Grand Confinement, distanciation sociale, « zoomification » et essor du télétravail à cause de la pandémie de Covid-19 (2020), inondations coûteuses dans plusieurs communes du pays (2021), accélération de la hausse des prix immobiliers (+6% entre 2014 et 2018, +10% en 2019, +14% en 2020, +14% en 2021), crise énergétique, regain d'inflation et afflux de demandeurs de protection temporaire à cause de la guerre en Ukraine (2022), massification (69 millions d'euros en 2013, 374 millions d'euros en 2023) et masculinisation (26% d'hommes en 2013, 59% en 2023) du recours au congé parental, crises de la construction et de l'activité immobilière (2023), légalisation du cannabis récréatif (2023), retour du CSV au pouvoir (2023), imposition minimale effective des entreprises multinationales au titre du pilier II (2024), réintroduction de la possibilité de transfert de plus-values immobilières (2024), déboires de la Caritas (2024), retour des contrôles aux frontières allemandes pour une durée minimale de 6 mois (2024), décision d'interdire les smartphones dans l'enseignement fondamental à partir de Pâques 2025 (2024), visite du Pape (2024)...

Un individu qui, dix ans auparavant, aurait voulu faire des prévisions pour la période 2013 - 2024 serait assurément passé à côté de certains éléments marquants survenus au Grand-Duché au cours de la dernière décennie.

Par conséquent, le soussigné, persuadé que l'avenir n'est jamais ce qu'il avait l'habitude d'être et que faire des prévisions est une activité périlleuse dans laquelle même les plus brillants esprits risquent de se ridiculiser, ne s'aventure qu'à prévenir que les dix prochaines années seront - inévitablement - riches en surprises politico-socio-économiques.



Économiste Senior, IDEA

JEAN-BAPTISTE NIVET

L'atlas (idyllique) de l'économie luxembourgeoise 2034

Troisième (ou quatrième) révolution industrielle, secteurs prioritaires de haute-technologie, rôle de laboratoire de l'économie des données, stratégies IA et sur l'informatique quantique, souhait de devenir pionnier de la transition écologique, le Luxembourg ne manque pas d'ambitions (et de volontarisme) pour embrasser les grandes tendances mondiales et développer de nouvelles spécialisations économiques qui en feront un territoire innovant et hautement productif.

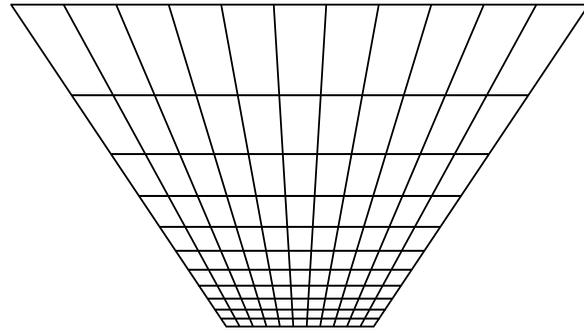
Pourtant, en 2034, la place financière demeure des plus présente, tant par les bureaux aux architectures modernes surmontés des noms d'illustres banques internationales que par une part du PIB national supérieur à 20%. Toutefois, de subtils changements s'opèrent dans le monde de la finance. Les ingénieurs sont plus nombreux, les profils s'internationalisent encore davantage et les produits durables s'affichent partout.

La grande transformation du paysage économique se situe ailleurs, plus exactement à Belval, où certaines startups devenues licornes ont quitté leurs technopôles pour de flamboyants neufs complexes où s'inventent de nouvelles méthodes de diagnostic médicaux, une technologie quantique ultraperformante en matière de cybersécurité et les robots d'exploration des satellites de Jupiter. Les jeunes luxembourgeois, qui se sont pris de passion pour les matières scientifiques, sont parmi les principales forces vives de ces nouveaux leaders technologiques.

Lorsqu'ils se rendent à Luxembourg-Ville en tram rapide, ils peuvent apercevoir des cyclotouristes visitant les paysages préservés du Guttland, les camions de transport à hydrogène du cluster logistique et l'immense data center d'un géant européen du numérique. Vue du ciel, la mutation économique est tout aussi visible. La plateforme multimodale de Bettembourg a doublé sa superficie, plusieurs usines de production d'hydrogène alimentent l'activité économique en énergie tandis que le super ordinateur MeluXina 3 côtoie, sur une ancienne friche industrielle, un centre de recherche en mobilité intelligente et une usine de transformation du bois robotisée.

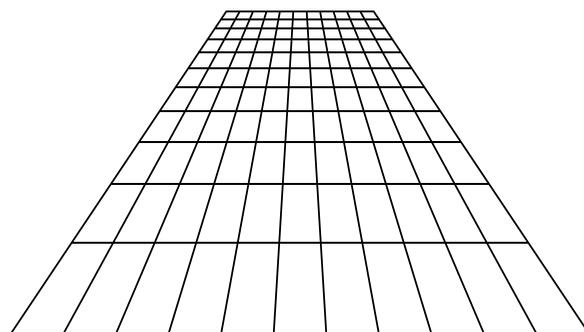
En termes chiffrés, l'agriculture, de qualité, a su maintenir son poids de 0,3% du PIB. L'industrie est remontée, suite à ces succès technologiques, au-dessus des 10% de la valeur ajoutée produite tandis que la part du transport est passé de 6,5% en 2022 à 8% en 2034. Le chiffre d'affaires du tourisme, d'affaires et de loisir, a profité de l'attrait grandissant de la destination Grand-Duché pour doubler en l'espace de 10 ans. Le Luxembourg a, enfin, atteint et dépassé ses objectifs en matière de dépenses en recherche et développement, avec un taux de 3% du PIB trois fois supérieur à celui de 2022.





INTERVIEW

Entre passé et avenir,
deux générations passionnées



CAROLE RETTER

Membre du Conseil d'administration d'IDEA,
Partner & Owner de Moskito S.A.



ERNA HENNICOT-SCHOEPGES

Membre du Conseil d'administration d'IDEA,
ancienne Présidente de la Chambre des Députés,
et ancienne Ministre

L'une est à la fois actrice et témoin essentiel des 70 dernières années au Grand-Duché. L'autre représente la relève et l'élan du privé dans un pays dont les nationaux boudent traditionnellement l'entrepreneuriat. Erna Hennicot-Schoepges (83 ans), membre historique du Conseil d'administration d'IDEA, et Carole Retter (42 ans), administratrice depuis peu, échangent et conjuguent leur(s) vision(s) du Luxembourg, où le passé n'est jamais loin quand il faut dessiner l'avenir.

Comment voyez-vous votre rôle dans IDEA ?

Carole Retter: En tant que communicante, je pense que je peux aider IDEA dans la structuration de ses productions et de sa communication. Aujourd'hui, il faut avoir davantage recours aux graphiques et aux synthèses, et s'attacher davantage à la vulgarisation si on veut toucher des cibles plus larges.

Erna Hennicot-Schoepges: Je peux expliquer certaines choses qui conditionnent l'économie luxembourgeoise, comme le désir profond de devenir propriétaire. Les textes de l'équipe d'IDEA nous sont transmis avant publication. Je peux donner des conseils, expliquer certains contextes. Et surtout, par expérience, je sais qu'on peut s'occuper des crises autrement que par les voies trop évidentes.

Comment était le Luxembourg de vos vingt ans ?

EH-S: Je travaillais à la radio, à la Villa Louvigny. Il y avait des animateurs de toutes les nationalités, allemands, anglais... Le pays s'internationalisait. Les institutions européennes y prenaient leurs quartiers. C'était une vraie éclosion. L'Arbed fonctionnait encore bien. L'administration de l'État restait peu importante.

CR: A 20 ans, j'étais loin du pays, à Hall, dans le nord de l'Angleterre. Une ville acquise plus tard au Brexit à 99%... Autant dire qu'à chaque fois que je revenais, je ressentais la chance de vivre au Luxembourg, multiculturel, où on se sentait en sécurité, et où on pouvait tenter sa chance. Il n'y avait pas trop d'innovation, guère d'esprit d'entreprise, peu d'aides à l'entrepreneuriat.

L'évolution du pays vous a-t-elle surprise ?

CR: Considérablement, et positivement! Le Luxembourg a su se positionner sur la scène internationale. Beaucoup a été fait pour attirer des gens compétents, pour aider des startups à se lancer. Aujourd'hui, il existe beaucoup d'aides économiques et beaucoup d'informations sur la manière de piloter son entreprise.

EH-S: Ce qui m'a effrayée, ou plutôt peinée, c'est la construction massive d'immeubles à appartements sans âme, où les gens ne se connaissent plus. La société s'anonymise. Quelqu'un peut y mourir sans qu'on le remarque. On a perdu le contact avec les gens, mais aussi avec la nature. Et l'administration, même dans son rôle social, ne remplacera jamais les relations humaines et l'esprit d'entraide.

Quels sont les grands défis pour les dix prochaines années ?

EH-S: Retrouver, justement, une cohésion sociale et revenir à l'essentiel. Il faut privilégier le développement durable, une alimentation saine, un recul de la frénésie de consommation. Les dernières générations ont grandi dans l'idée que tout est possible, que tout est dû. Il est difficile, et pourtant nécessaire, de faire marche arrière.

CR: Les défis sont nombreux, et ils sont tous liés : défi écologique, avec ses incidences sur l'aménagement du territoire, la façon de construire, les modes de travail et de déplacement ; défi du logement, lié à l'accroissement continu de la population ; défis du secteur de la santé, où il faut trouver des compétences et gérer l'innovation et le vieillissement de la population ; en corollaire à ce dernier, défi des pensions, avec un système à réformer à tout prix si on veut le sauver.

Sur quels dossiers IDEA doit-il concentrer ses futures recherches ?

CR: Précisément sur tous ces dossiers essentiels que je viens d'évoquer. Il faut continuer à tirer sur tous ces fils, en considérant qu'ils sont indéfectiblement liés. Il faut assurer la croissance économique, qui est capitale !

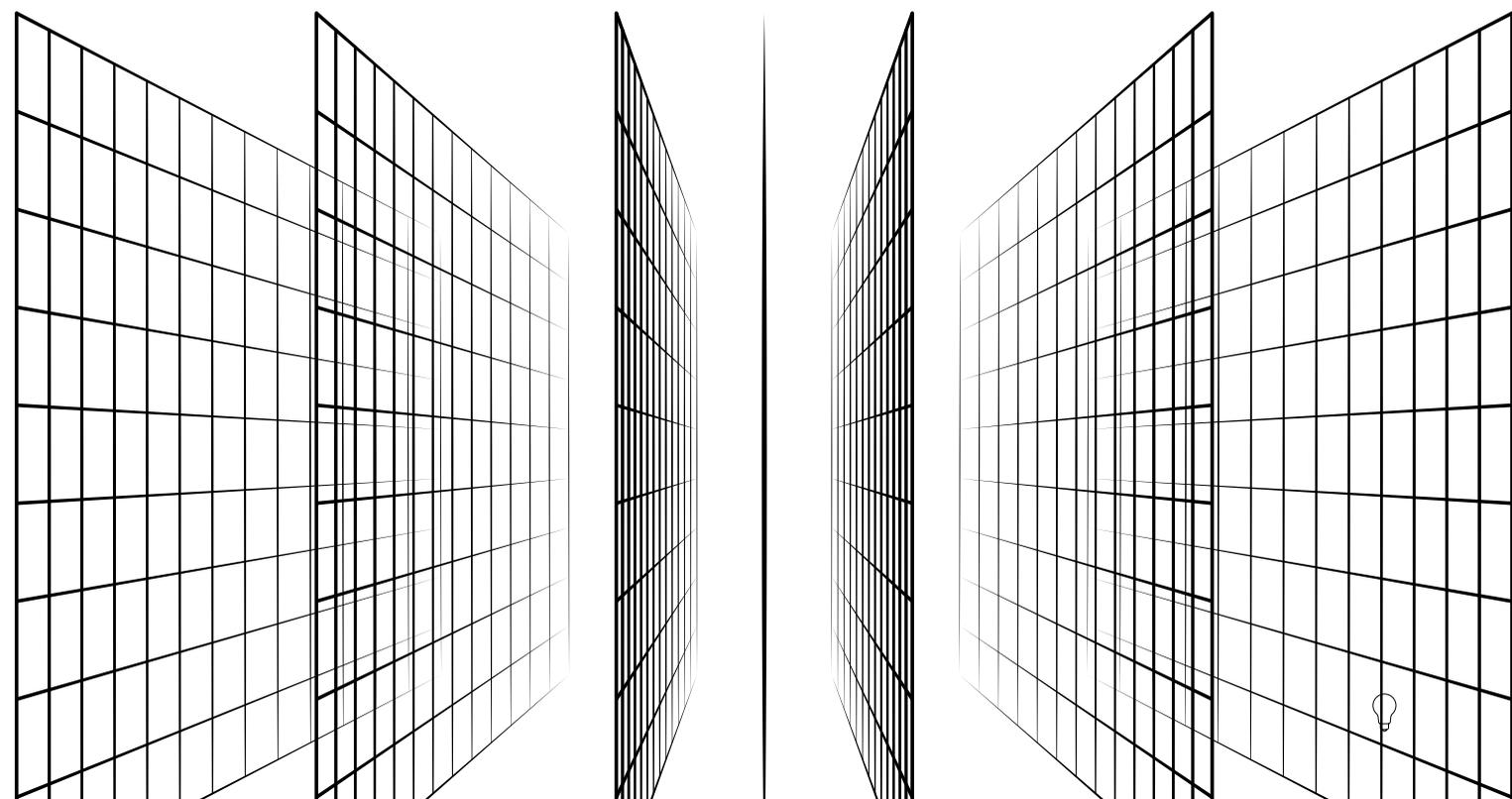
EH-S: Tout ce qui lie l'économie du Luxembourg au développement européen me paraît essentiel. Il faut voir au-delà de nos frontières, notamment quand on parle de développement territorial. Le plus urgent, c'est la thématique transfrontalière, dont IDEA a si bien su s'emparer, alors que les gouvernements ne montrent aucune vision en la matière. Et ce n'est pas neuf : on avait déjà complètement raté le Pôle européen de développement (PED), dans le triangle Rodange-Longwy-Athus, dans les années 80. Cette matière justifie déjà à elle seule l'existence d'IDEA.

Comment voyez-vous le Luxembourg en 2034 ?

EH-S: Une chose est sûre, il y aura proportionnellement toujours moins de Luxembourgeois. Beaucoup partent à l'étranger pour le travail. Et si on les faisait plutôt revenir ? Le monde évolue vite. Il ne connaîtra pas la paix si on n'arrive pas à faire le mélange des cultures. IDEA, qui reste sans doute trop centré sur l'économie, pourrait d'ailleurs sensibiliser à cela. L'intensification de la fracture numérique me paraît aussi constituer un danger non négligeable pour la décennie à venir.

CR: J'ai du mal à imaginer le pays dans dix ans. Il faudra qu'on ait trouvé des niches où positionner notre économie, sachant que le maintien du secteur financier est essentiel pour le Luxembourg. Le marché du travail sera complètement bouleversé. Tout le monde travaillera avec l'intelligence artificielle. Mon espoir, c'est qu'on retrouve des métiers artisanaux qui sont peu menacés par l'IA. Il y aura un grand basculement vers une économie plus respectueuse de l'écologie, qui sera intégrée dans notre façon de nous loger, manger, travailler, nous déplacer...

Interview: Thierry Nelissen



Économiste, IDEA

IOANA POP

Skills 5.0 : update 2034

Entre digitalisation croissante et essor des énergies renouvelables, le Luxembourg avance avec prudence dans la transformation de son économie. Si le Grand-Duché a fait preuve d'adaptation jusqu'en 2024, la décennie à venir pourrait exiger des compétences à la croisée de la technologie, de l'écologie et des qualités humaines.

En 2034, les avancées digitales continuent de transformer l'économie luxembourgeoise. L'Union européenne a atteint son objectif, avec plus de 80% des 16-74 ans maîtrisant désormais les compétences numériques de base. Au Luxembourg, ce taux est passé de 60% en 2023 à 83%, soit un niveau similaire à celui des Pays-Bas, qui étaient en tête il y a dix ans. À l'ère de l'intelligence artificielle et du big data, ces compétences sont devenues indispensables, notamment dans la santé, où la robotique et la télémédecine redéfinissent les professions face au vieillissement de la population. Par exemple, il est devenu normal qu'à travers un casque de réalité virtuelle augmentée et un robot, un chirurgien allemand puisse opérer à distance en temps réel une patiente se trouvant dans un bloc opératoire d'un hôpital au Luxembourg.

À cette révolution technologique s'ajoute un autre défi majeur: la transition écologique. Des métiers centrés sur l'énergie renouvelable ou encore l'économie circulaire sont d'autant plus recherchés parmi les offres d'emploi déclarées à l'ADEM. Des ingénieurs en environnement ou encore des experts en gestion des ressources naturelles sont les talents les plus recherchés.

Dans cet élan vers la technologie avancée et l'écologie, les soft skills n'auront jamais été aussi précieuses. Malgré l'omniprésence du numérique, les qualités humaines comme l'intelligence émotionnelle, la collaboration et l'adaptabilité restent irremplaçables. Aujourd'hui, les entreprises luxembourgeoises privilégient encore plus ces compétences, si bien que 90% des offres d'emploi les mentionnent notamment la communication et la capacité à s'adapter aux changements dans un environnement internationalisé.

En 2034, le Luxembourg se retrouve ainsi avec deux types de travailleurs : *the so-called* « nomade écolo-digital avancé », qui se définit comme une personne respectueuse de l'environnement, utilisant l'intelligence artificielle et les technologies avancées pour travailler à distance, adopter un mode de vie flexible ou encore nettoyer des plages dans les Caraïbes ; en revanche, le second, dénommé « local-écolo » s'identifie en tant que personne qui préfère avoir un emploi stable dans sa région, combinant compétences numériques, une appétence pour l'écologie et le travail en personne, pour réduire sa consommation d'électricité.



Économiste, IDEA

FRÉDÉRIC MEYS

La voiture, cette espèce protégée

En 2034, l'Europe s'apprête à interdire la vente de véhicules neufs thermiques, marquant une étape décisive dans la transition vers des modes de transport plus durables. Le lobby automobile tente de faire accepter l'usage des carburants synthétiques « neutres en carbone », mais cette solution peine à convaincre. La bataille entre les véhicules thermiques et électriques est désormais révolue, à l'avantage de ces derniers. Quelques irréductibles, des constructeurs de niche et de luxe, résistent encore mais ils s'apprêtent à convertir la totalité de leur production. En cette fin d'année 2034, des enchères pour les derniers modèles neufs de véhicules à combustion internes sont organisées et les prix battent des records.

Malgré la mise en place du Plan National de Mobilité 2035, la pression des presque 800.000 habitants et 300.000 frontaliers laisse le système routier surchargé. Certaines mesures moins populaires n'ont pas été mises en place par les différents gouvernements qui se sont succédé en 10 ans: la taxation de la voiture individuelle reste peu élevée en regard des coûts qu'elle génère pour la collectivité. De plus, avec la multiplication des épidémies de virus respiratoire, elle est vue comme un havre immunisé du contact avec des agents pathogènes. La sacro-sainte voiture a encore de beaux jours devant elle!

Résultat: le fléchissement du nombre de voitures par habitant n'a été que minime et le Grand-Duché reste toujours dans le peloton de tête du classement européen en la matière. Bien que le prix des véhicules électriques soit devenu plus abordable, cela reste compliqué pour certains d'en devenir propriétaire. Les transports en commun ont gagné en efficacité avec des trajets plus directs et des bandes de circulation qui leurs sont dédiées (malgré quelques protestations de conducteurs atterrés par la diminution de la place prise par la voiture).

Les services de voitures partagées autonomes gagnent en popularité, particulièrement dans le sud et le centre du pays. Pour les ménages les plus défavorisés, l'abonnement à ce service est gratuit et permet de répondre à leur besoin de mobilité.

Ironie du sort, la montée en puissance des voitures autonomes a entraîné une hausse inattendue de la consommation d'alcool, augmentant les accises perçues par l'Etat. Malgré l'impact budgétaire positif de la quasi-disparition des accidents de la route, ces deux effets combinés ne permettent pas de compenser la chute des recettes du tourisme à la pompe. Finalement, une taxation plus élevée des voitures pourrait s'imposer, bien que le gouvernement en place préfère laisser ce dossier sensible à ses successeurs.



1^{ER} BILAN

En 10 ans, IDEA a organisé 57 conférences-débats, réalisé des dizaines de conférences de presse et de présentations de ses travaux à des événements extérieurs.

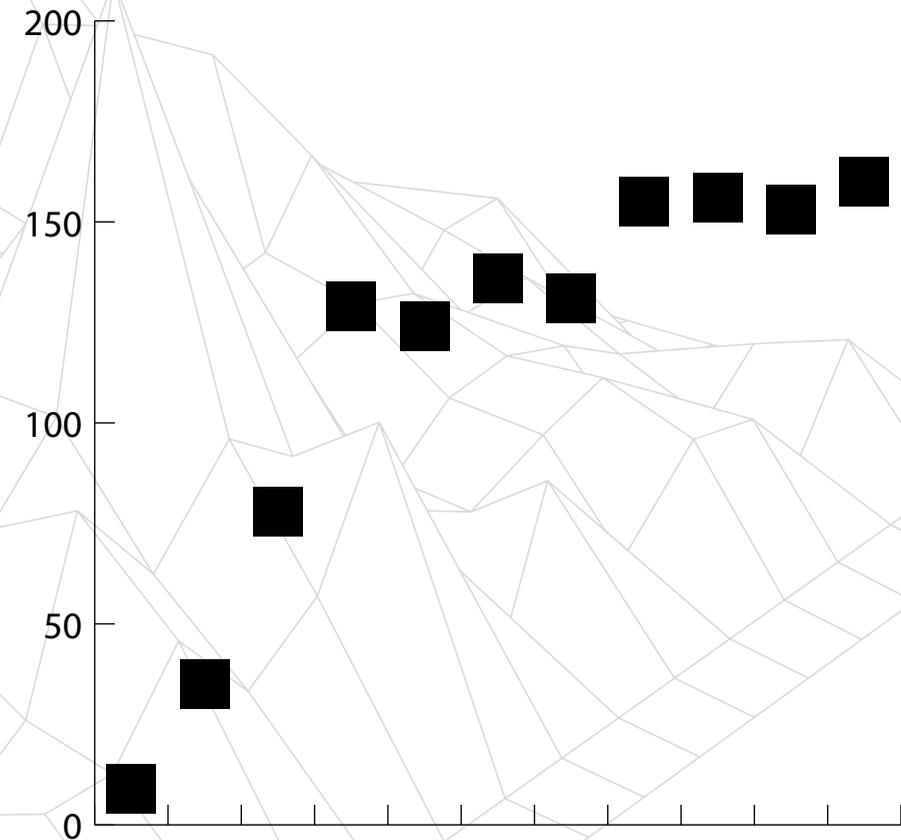
PUBLICATIONS



273 Blogs

549
publications
en 10 ans

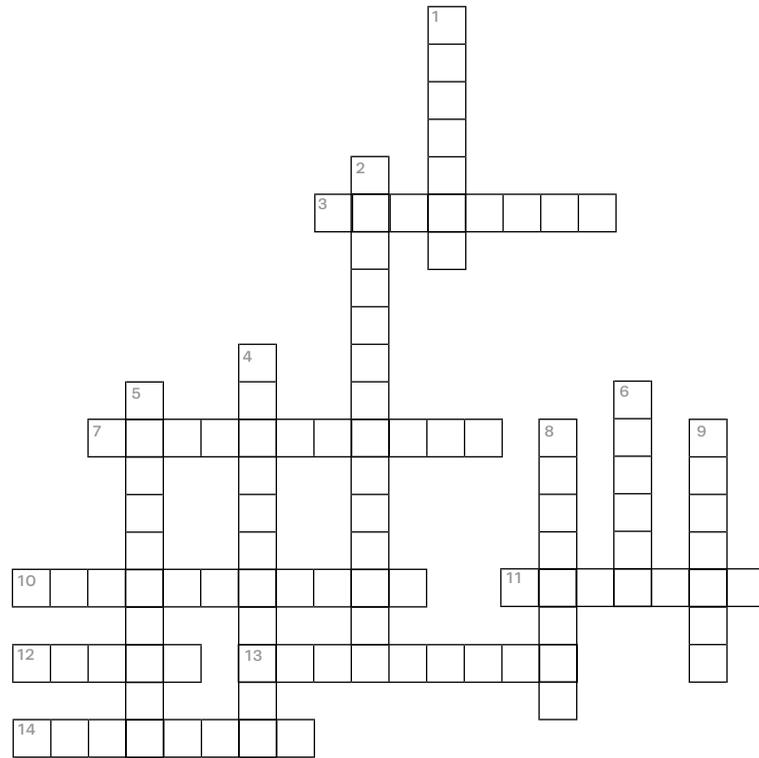
ARTICLES DE PRESSE



1266
articles de presse en 10 ans

MOTS-CROISÉS

autour d'IDEA



Vertical:

1. Viviane Réding, Dr. Serge Allegrezza, Claude Wiseler, et d'autres y sont passés chez IDEA.
2. Une version allégée d'une faculté de médecine au Luxembourg (en 2 mots).
4. Fin du travail (?), robotariat (?), ... et (possible) modèle social du futur!
5. Sarah Mellouet: « L'..., un formidable outil de transformation du monde, donc! »
6. Le plus haut sommet du Luxembourg.
8. Directeur de la Chambre de Commerce en 2013.
9. 1985-2015: Trois décennies d'évolutions du marché du...

Horizontal:

3. Une idée du mois en 2017: « Pensons... ! »
7. Une vision territoriale pour le Luxembourg à long terme: Fir eng kohärent... vum Land.
10. Fiscalité transfrontalière: De la... plutôt que de la compensation.
11. Journée de l'Europe - Journée Fériée!
12. Une des missions d'IDEA est de les mettre en avant.
13. ..., index et productivité: un possible ménage à trois?
14. Entre bons motifs et gros montants!

QUIZZ TIME

Avez-vous bien lu les articles ?

1. Qui était dans l'avion qui ramenait la délégation luxembourgeoise au pays depuis la Turquie le 22 novembre 2013 ?
 - a. Marc Wagener et Carlo Thelen
 - b. Luc Frieden et Pierre Gramegna
 - c. Nora Back et Nicolas Buck
 - d. Donald Trump et Ursula Von Der Leyen
2. Qui poussait M. Carlo Thelen à la création d'un laboratoire d'idées ?
 - a. Vincent Hein
 - b. Michel Wurth
 - c. Muriel Bouchet
 - d. Jean-Jacques Rommes
3. D'après le Dr. Serge Allegrezza, à quoi peut-on comparer le travail des économistes d'IDEA ?
 - a. De l'investigation intransigeante
 - b. Du journalisme sophistiqué
 - c. De la statistique baroque
 - d. De la peinture impressionniste
4. Quel document/publication est à la genèse d'IDEA ?
 - a. The Wealth of Nations
 - b. 355 idées pour le Luxembourg à l'horizon 2030
 - c. Das Kapital
 - d. Essai d'Économie Politique - Division du travail, Spécialisation, Échanges, Marchés, État, Droit et Monnaie

Réponses Mots-croisés :

1. Podcast; 2. Medical School; 3. Pension; 4. Ubérisation; 5. Entreprense; 6. Kneiff; 7. Entwäcklung; 8. Gramegna; 9. Travail; 10. Coopération; 11. NeufMat; 12. Défis; 13. Inflation; 14. Logement.

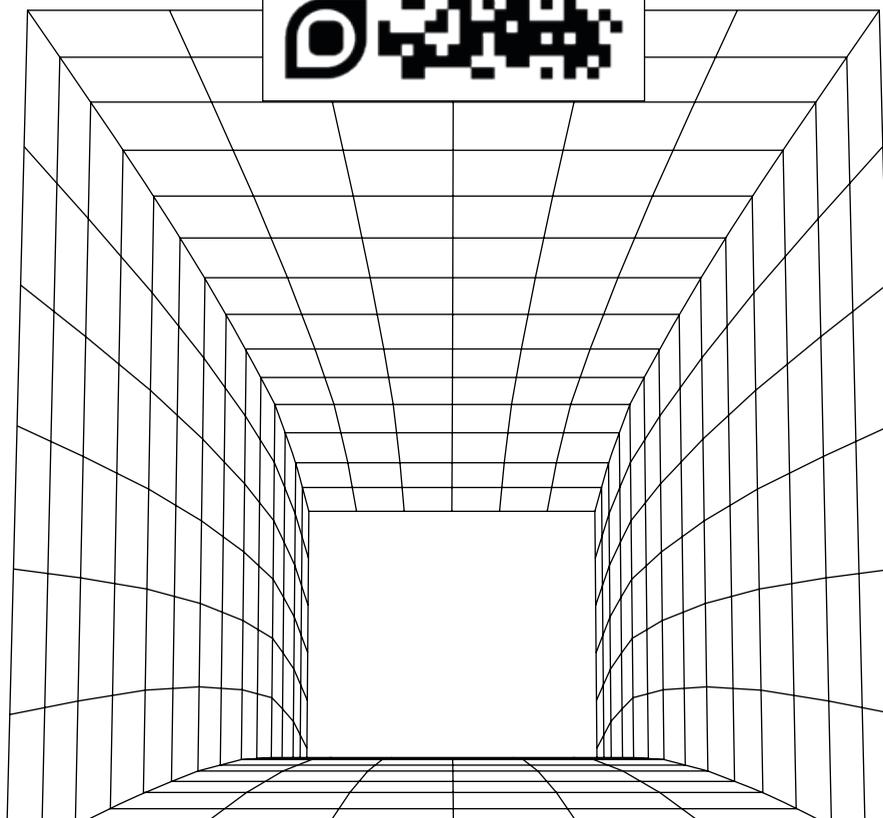
Réponses au quizz :

1. Luc Frieden et Pierre Gramegna; 2. Michel Wurth; 3. Journalism sophistiqué; 4. 355 idées pour le Luxembourg à l'horizon 2030.

BIBLIOGRAPHIE

Quoi de mieux pour résumer plus de 10 ans de l'activité d'un laboratoire d'idées qu'une bibliographie !

Ici vous sont présentés toutes les Idées du mois, Cahiers thématiques, Avis annuels, Documents de travail et Décryptages. Retrouvez également plus de 300 blogs, billets invités, et autres réflexions sur notre site internet.



2014

Mars 2014, Avis Annuel 2014, Le Luxembourg au carrefour décisif : Comment réinventer la croissance sous contrainte budgétaire ? IDEA.

Mai 2014, Idée du mois n°1, Et si on se mettait d'accord sur les indicateurs de compétitivité ? IDEA.

Juin 2014, Idée du mois n°2, Productivité : clé de la réussite économique future du Luxembourg, IDEA.

Juillet 2014, Idée du mois n°3, Nation Branding: nouveau positionnement du Grand-duché, IDEA.

Septembre 2014, Idée du mois n°4, Cession d'entreprises : un enjeu d'avenir, IDEA.

Novembre 2014, Idée du mois n°5, Résolutions culturelles, IDEA.

2015

Février 2015, Idée du mois n°6, La zone euro encore un machin, bientôt une machine ? Michel-Edouard Ruben

Mars 2015, Idée du mois n°7, Europe 2020 : Quel avenir pour la stratégie européenne ? Lynn Schetgen

Mars 2015, Avis annuel 2015, Ô, des espoirs ! IDEA

Mai 2015, Idée du mois n°8, Etats-Unis et zone euro : le lièvre et la tortue ? Muriel Bouchet

Juillet 2015, Idée du mois n°9, La « financial literacy » au Luxembourg, Lynn Schetgen

Octobre 2015, Idée du mois n°10, Spéciale Marché du travail, Michel - Edouard Ruben

2016

Février 2016, Document de Travail n°1, Inflation, index et productivité : un possible ménage à trois ? Muriel Bouchet

Mars 2016, Idée du mois n°11, Une « medical school » au Luxembourg ? Muriel Bouchet

Avril 2016, Avis annuel 2016, Quelques doutes subsistent, IDEA

Mai 2016, Idée du mois n°12, « Sécurité et santé au travail » : tous ensemble pour une vision zéro, Jérôme Merker

Juin 2016, Idée du mois n°13, Budget de la santé : vraiment si idyllique ? Muriel Bouchet

Septembre 2016, Idée du mois n°14, WEF : pour un Luxembourg classé « au Top », Muriel Bouchet

Septembre 2016, Document de Travail n°2, Productivité – tellement de désaccords (en fait non, pas tant que cela !), Michel - Edouard Ruben

Octobre 2016, Idée du mois n°15, Logement au Luxembourg : état des lieux d'entrée (1/3), Sarah Mellouet

Novembre 2016, Document de Travail n°3, Luxembourg 2045 : Les 30 glorieuses sont devant nous ! Michel - Edouard Ruben

Novembre 2016, Idée du mois n°16, Logement au Luxembourg : Sous-occupation, non-occupation et colocation (2/3), Sarah Mellouet

Décembre 2016, Idée du mois n°17, Le logement au-delà des frontières (3/3), Vincent Hein

2017

Février 2017, Document de Travail n°4, Performance économique et marchés boursiers : le cas du Luxembourg, Rachida Hennani.

Février 2017, Document de Travail n°5, Fin du travail (?), robotariat (?), Ubérisation(?), et (possible) modèle social du futur ! Michel-Edouard Ruben.

Avril 2017, Avis annuel 2017, Monde du partage ou partage du monde ? IDEA.

Mai 2017, Document de Travail n°5, Projections de population à l'horizon 2060 : et les frontaliers ? Rachida Hennani.

Juillet 2017, Document de travail n°7, Start-up nation : vers un young business act ! Michel-Edouard Ruben.

Juillet 2017, Document de travail n°8, Bénéfices économiques potentiels de la Troisième Révolution Industrielle : opportunités et limites, Rachida Hennani.

Septembre 2017, Idée du mois n°18, Recherche, Développement et Innovation : le Luxembourg au « milieu du gué », Vincent Hein.

Novembre 2017, Idée du mois n°19, Pensons pensions ! Muriel Bouchet, Michel-Edouard Ruben.

2018

Avril 2018, Avis annuel 2018, L'Elue ? IDEA.

Avril 2018, Elections 2018, Cahier thématique n°1/5, Logement : IDEA apporte sa pierre à l'édifice, Sarah Mellouet.

Mai 2018, Idée du mois n°20, Neuf pistes pour renforcer l'écosystème de R&D au Luxembourg, Vincent Hein.

Mai 2018, Elections 2018, Cahier thématique n°2/5, Europe, Michel-Edouard Ruben.

Mai 2018, Elections 2018, Cahier thématique n°3/5, Recherche, Développement et Innovation, Vincent Hein.

Juin 2018, Elections 2018, Cahier thématique n°4/5, Finances publiques et protection sociale : sécu(rité) et équité, Muriel Bouchet.

Juillet 2018, Elections 2018, Cahier thématique n°5/5, Entreprises, Michel Edouard Ruben.

Septembre 2018, SPECIAL ELECTIONS, Synthèse de nos 5 Cahiers thématiques, 33 initiatives IDEA(les) pour le Luxembourg, IDEA.

Septembre 2018, Document de travail n°9, Logement au Luxembourg : une histoire à dormir debout ! Michel-Edouard Ruben.

Octobre 2018, Idée du mois n°21, Pensions : que faire ? Muriel Bouchet.

Novembre 2018, Document de Travail n°10, From States to Cities: Should Luxembourg be compared to Metropolises Rather than States? Dimitrios Apostolopoulos.

Novembre 2018, Idée du mois n°22, Responsabilité Sociale des Entreprises : le faire sans le savoir, le dire pour le croire ? Sarah Mellouet.

Décembre 2018, Document de travail n°11, Regards sur l'or noir : un nouveau choc pétrolier se dessinerait-il à l'horizon ? Thomas Valici.

REMERCIEMENTS

IDEA vous remercie !

Conseil d'administration:

Membres actuels:

Michel WURTH
Pierre AHLBORN
Stéphanie DAMGÉ
Erna HENNICOT-SCHOEPGES
Marc HOSTERT
Carole RETTER
Isabelle SCHLESSER
Carlo THELEN
Marc WAGENER
Anciens membres :
Isabelle LENTZ
Tom WIRION

Conseil scientifique:

Membres actuels:
Jean-Jacques ROMMES
Emilie ALLAERT
Muriel BOUCHET
Christel CHATELAIN
Romain DIEDERICH
Frédéric DOCQUIER
Andrew FERRONE
Prof. Dr. Michèle FINCK
Gérard HOFFMANN
Lucien HOFFMANN
Christophe LEY
Etienne REUTER
Rolf TARRACH
Thierry WOLTER
Anciens membres:
Michel BEINE
Martina LARKIN
Wladimir RAYMOND
Stéphanie SCHMITZ

Equipe opérationnelle:

Membres actuels:

Vincent HEIN
Daniela DE SOUSA TOME
Magalie LECH
Julien MPIA MASSA
Frédéric MEYS
Jean-Baptiste NIVET
Ioana POP
Michel-Edouard RUBEN

Anciens membres:

Muriel BOUCHET
Narimène DAHMANI
Mamadou GUEYE
Rachida HENNANI
Sarah MELLOUET
Jérôme MERCKER
Lynn SCHETGEN
Thomas VALICI

Tous ceux qui ont compté
à la Chambre de Commerce

Bérengère BEFFORT
Christel CHATELAIN
Laure DEMEZET
Patrick ERNZER
Pierre GRAMEGNA
Pierre GUERSING
Georges LOPES
Lucie MARTIN
Catherine MOISY
Hoai Thu NGUYEN DOAN
Sidonie PARIS
Max ROSEN
Sabrina SAGRAMOLA
Nicole SCHMIT
Anthony VILLENEUVE
Patrick WOLTER
Lynn ZOENEN

...

Et tous les autres qui se reconnaîtront!

Ils sont venus chez IDEA

Orateurs aux événements, podcasts, contributions écrites et autres papotages approfondis...

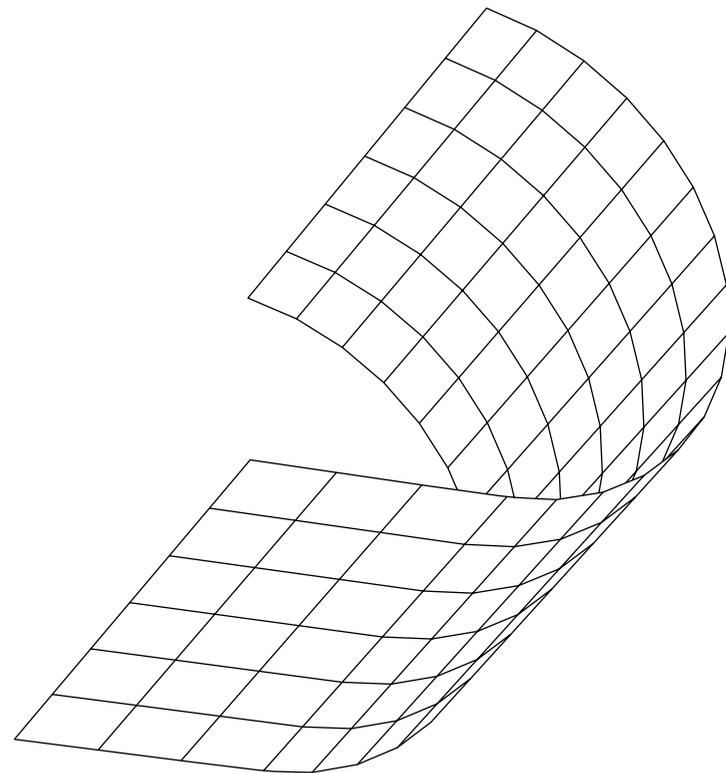
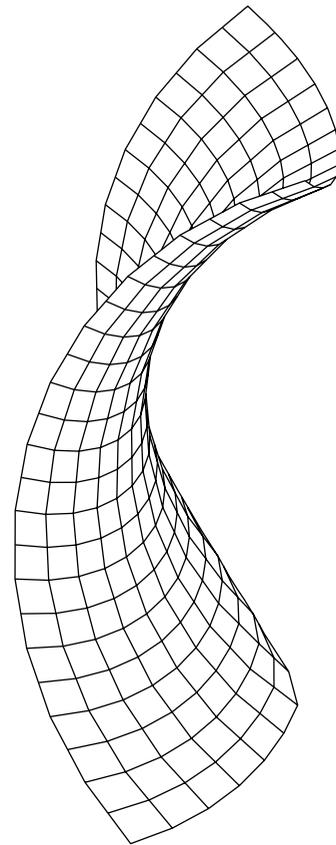
Le Grand-Duc Héritier Guillaume,
Michel ABHERVÉ
Ferdy ADAM
Michel AGLIETTA
Semiray AHMEDOVA
Dr. Serge ALLEGREZZA
Frédéric ALLEMAND
Dimitrios APOSTOLOPOULOS
Annemarie ARENS
Sahar AZARI
Nora BACK
Rudi BALLING
Claude BALLINI
Hervé BAUDUIN
Tom BAUMERT
Romain BAUSCH
François BAUSCH
Daniel BECKER
Rachid BELKACEM
Yasmine BEN SALEM
Agnès BENASSY-QUERE
Tania BERCHEM
Alexandre BERTRAND
Larissa BEST
Michela BIA
Mara BILO
Dr. Nico BINSFELD
Aurélien BISCAUT
Pierre BLEY
Christian BLOCK
Alex BODRY
François-Xavier BORSI
Pauline BOURGEON
Patrick BOUSCH
Prof. Dr. Pascal BOUVRY
Julie BOYER
Nicolas BUCK
Dagmar BYČÁNKOVÁ
Corinne CAHEN
Flora CASTELLANI
Roger CAYZELLE
Cordelia CHATON
Louis CHAUVEL
Franz CLÉMENT
Sven CLÉMENT

Sylvain COTTONG
Jézabel COUPPEY-SOUBEYRAN
Dr. Pierre CUNY
Jordi CURELL GOTOR
Fabienne DASNOY
Julien DAUER
Etienne DE LHONNEUX
Jorge DE VASCONCELOS e Sà
Sandra DEBU
Antoine DECOVILLE
Jos DELL
Lex DELLE
Michèle DETAILLE
Romain DIEDERICH
Frédéric DOCQUIER
Thomas DOMINIQUE
Norry DONDELINGER
Peter DÖRRENBÄCHER
Oliver DREUTE
Alex DURAND
Christian ECKERT
Yves ELSÉN
Christian ENSCH
Henri ENTRINGER
Fernand ERNSTER
Caroline FABER
Olivier FAVEREAU
Franz FAYOT
Marc FEIDER
Denis FERRAND
Marie FEUTEUN-SCHMIDT
Norman FISCH
Lionel FONTAGNÉ
Tullio FORGIARINI
Richard FORSON
Luc FRIEDEN
Michelle FRIEDERICI
Ines FUNK
Dr. Jan GLOCKAUER
Robert GOEBBELS
Pierre GRAMME
Oliver GROLL
François GROSIDIER
Jean-Paul GUILIANELLI
Sarah GUILLOU

Mélanie GUITON
Jean HAMILIUS
Anne HARTUNG
Tom HASS
Géraldine HASSLER
Laetitia HAURET
Georges HEINRICH
Nicolas HENCKES
Sylvain HOFFMANN
Alexa HOLZ-HIMBERT
Julien HONNART
Sandra HUBER
Nicolas HURLIN
Pierre HURT
Thi Thu HUYEN TRAN
Christine JACGLIN
Rémy JACOB
Dr. Marc JACOBY
Line JACOBY
Catherine JANOT
Ginette JONES
Pascale JUNKER
Didier JUNKER
Malik KERKOUR
Dr. Emmanuel KIEFFER
Christian KOCH
Nathalie KOCH
Gérard KOOB
François KOULISCHER
Henri KOX
Thierry KREMSER
Frédéric LALLEMAND
Thomas LAMBERT
Karl-Heinz LAMBERTZ
Jean-Marc LAMBOTTE
Jean LAMESCH
Bastien LARUE
Stéphanie LAW
Camille LECA
Philippe LEDENT
Marc LEMÂÎTRE
Nicolas LÉONARD
Victor LEQUILLERIER
Julien LICHERON
Marc LIES

Claire LIGNIERES-COUNATHE
 Christian LOEFFLER
 Pierre LORANG
 Maurice MAGAR
 Henry MAJERUS
 Sala MAKUMBUNDU
 Annemie MAQUIL
 Charles MARGUE
 Luca MARCHIORI
 David MARGUERIT
 Michèle MARQUES
 Ludivine MARTIN
 Mike MATHIAS
 Vincent-Emmanuel MATHON
 Nicolas MENET
 François MOUSEL
 Aline MULLER
 Christine MULLER
 Stéphanie MUSIALSKI
 Paul NATHAN
 Menelaos NELLAS
 Jean-Paul NEU
 Jean-Christophe NGUYEN VAN SANG
 Birte NIENABER
 Yves NOSBUSCH
 Charles-Ferdinand NOTHOMB
 Jean-Paul OLINGER
 Jean OLINGER
 Jean-Paul OLINGER
 Antoine PACCOUD
 François PELTIER
 Arlette PERGENT
 Chiara PERONI
 Pauline PERRAY
 Alexandre PETIT
 Isabelle PIGERON-PIROTH
 Laurent PROBST
 André PRUM
 Thierry RAIZER
 Simon RAY
 Viviane REDING
 Philippe ROBIN
 Dr. Jeanne RUFFING
 Céline SCHALL
 Karin SCHINTGEN
 Nicolas SCHMIT
 Stéphanie SCHMITZ
 Julien SCHMITZ
 Frédéric SCHOLTUS
 Laurent SCHONCKERT
 Paul SCHONENBERG
 Paul SCHROEDER
 Philippe SCHWINDLING
 Moussa SECK
 Christophe SERREDSZUM
 Samuel SIEBER
 Nicolas SIMONS
 Bénédicte SOUY
 Alain STEICHEN

Dr. Bernhard STEIN
 Ben STEMPEL
 David SYENAVE
 Bruno THERET
 Nancy THOMAS
 Gaston TRAUFFLER
 Claude TURMES
 Robert URBE
 Natacha VALLA
 Jacques VANDIVINIT
 John VERRINDER
 Marie-Josée VIDAL
 Emanuele VIGNOLI
 Marie VINTROUX
 Nathan VITIELLO
 Gaston VOGEL
 Michaël VOLLOT
 Gerry WAGNER
 Prof. Dr. Andreas WEIGEND
 Jeff WEITZEL
 Victor WEITZEL
 Prof. Dr. Paul WILMES
 René WINKIN
 Claude WISELER
 Céline YAN QI
 Agnieszka ZAJAC
 Mireille ZANARDELLI
 Sébastien ZINCK
 Laura ZUCCOLI



Presse:
 Joël ADAMI
 Diana ALVES
 Sylvain AMIOTTE
 David ANGEL
 Gaël ARELLANO
 Sabrina BACKES
 Laura BANNIER
 Fabrice BARBIAN
 Jess BAULDRY
 Laurence BERVARD
 Philippe BOHLINGER
 Aurélie BOOB
 Pascale BRAUN
 Corinne BRIAULT
 Christelle BRUCKER
 Monica CAMPOSEO
 Luc CAREGARI
 Julien CARETTE
 Roger CHAZELLE
 Ines CHEKIRINE
 Manon CHEVRIER
 France CLARINVAL
 Jean-François COLIN
 Linda CORTEY
 Céline COUBRAY
 Isabelle COUSET
 Anne-Sophie DE NANTEUIL
 Isabelle DEBUCHY
 Pauline DECHANET
 Juliette DEVAUX
 Nadia DI PILO
 Emilie DI VINCENZO
 Emilie DIAS
 Jérôme DIDELOT
 Julian DÖRR
 Alain DUCAT
 STEPHEN EVANS
 Pit EVERLING
 Marc FASSONE
 Peter FEIST
 Margaret FERNS
 Maurice FICK
 Aude FORESTIER
 Gaël FORMENTIN
 Laura FORT
 Anne FOURNEY
 Jean-Claude FRANCK
 Camille FRATI
 Ben FRIN
 Hubert GAMELON
 Michèle GANTENBEIN
 Jean-Michel GAUDRON
 Joseph GAULIER
 Melanie GEELKENS
 Teodor GEORGIEV
 Stéphane GETTO
 Maxime GILLEN
 Annick GOERENS

Richard GRAF
 Fabien GRASSER
 Yves GREIS
 Aaron GRUNWALD
 Maëlle HAMMA
 Tracy HEINDRICHS
 Michèle HÉNAFF
 Jean-Michel HENNEBERT
 Uwe HENTSCHEL
 Robert HILGERT
 Diana HOFFMANN
 Martine HUBERTY
 Adeline JACOB
 Patrick JACQUEMOT
 Fanny JACQUES
 Megane KAMBALA
 Claude KARGER
 Laetitia KIMMEL
 Patrick KLEEBLATT
 Raymond KLEIN
 Thomas KLEIN
 Christian KNOEPFFLER
 Claudia KOLLWELTER
 Clémentine KRATZ
 Luka KRAUSS
 Nadine KREMER
 Ines KURSCHAT
 Catherine KURZAWA
 Thierry LABRO
 Jean-Michel LALIEU
 Yannick LAMBERT
 Sébastien LAMBOTTE
 Audrey LAURENT
 Carine LEMMER
 Nicolas LÉONARD
 Pierre LEYERS
 Frédéric LIÉGEOIS
 Paolo LOBO
 Olivier LOYENS
 Charles Louis MACHURON
 Thomas MANGIN
 David MARQUES
 Nicolas MARTIN
 Marco MENG
 Jonas MERCIER
 Guillaume MEYER
 Jeannot MEYERS
 Charles MICHEL
 Pascal MITTELBERGER
 Geneviève MONTAIGU
 Tim MORIZET
 Laurent MOYSE
 Julie MULLER
 Juliette MULLER
 Christian MULLER
 Thierry NELISSEN
 Mathilde OBERT
 Guillaume OBLET
 Ninon OGET
 Abigail OKORODUS

Andréa OLDEREIDE
 Pia OPPEL
 Pierre PAILLER
 Michaël PEIFFER
 Michel PETIT
 Heledd PRITCHARD
 Marine PRODHON
 Thierry RAIZER
 Eddy RENAULD
 Pol REUTER
 Dhiraj SABHARWAL
 Paula SANTOS FERREIRA
 Ioanna SCHIMIZZI
 Marc SCHLAMMES
 Jean-Philippe SCHMIT
 Laurent SCHMIT
 Cordula SCHNUER
 Pit SCHOLTES
 Sabine SCHWADORF
 Audrey SOMNARD
 Pierre SORLUT
 Rebeca SUAY
 Nicola SULLIVAN
 Pierre THÉOBALD
 Chrystelle THÉVENOT
 Florence THIBAUT
 Ryck THILL
 Bernard THOMAS
 Geoff THOMPSON
 Thomas TOUSSAINT
 Romain VAN DYCK
 Anthony VILLENEUVE
 Victor WEITZEL
 Christian WELTER
 Philippe WERY
 Sophie WIESSLER
 Sidney WILTGEN
 Anne WOLFF
 Jeremy ZABATTA
 Ingo ZWANK

Combien d'habitants, d'emplois et de frontaliers
le Luxembourg pourrait-il compter en 2050 ?

Date de sortie

27 FÉVRIER 2023



CRÉDITS

Équipe d'IDEA:

Vincent HEIN, Directeur

Frédéric MEYS, Économiste

Jean-Baptiste NIVET, Économiste senior

Ioana POP, Économiste

Michel-Edouard RUBEN, Économiste senior

Julien MPIA MASSA, Chargé de communication

Autres auteurs:

Michel WURTH, Président d'IDEA

Jean-Jacques ROMMES, Président du Conseil Scientifique

Rolf TARRACH, Membre du Conseil Scientifique

Thierry LABRO, Rédacteur en chef, Paperjam

Témoignages:

Serge ALLEGREZZA, ancien Directeur du STATEC

Muriel BOUCHET, Expert associé d'IDEA

Pierre GRAMEGNA, Managing Director of the European Stability Mechanism

Erna HENNICOT-SCHOEPGES, ancienne Présidente de la Chambre des Députés et ancienne Ministre

Sarah MELLOUET, ancienne membre de l'équipe d'IDEA

Jérôme MERKER, ancien membre de l'équipe d'IDEA

Aline MULLER, Directrice générale du LISER

Carole RETTER, Membre du Conseil d'Administration d'IDEA, Partner & Owner de Moskito S.A.

Carlo THELEN, Directeur Général de la Chambre de Commerce

Marc WAGENER, Directeur de l'UEL

Claude WISELER, Président de la Chambre des Députés

Photographies portraits:

Agence tellitweb

Thierry NELISSEN

Moskito S.A.

Maë SISTERMANN

Autres photos et illustrations:

Pierre GUERSING, Chambre de Commerce

Charlie PETIT, Chambre de Commerce

Julien MPIA MASSA, Chargé de communication, IDEA

Getty Images

Éditeur:

Fondation IDEA asbl

info@fondation-idea.lu

fondation-idea.lu

N° RCSL : F9439



Design:

Moskito S.A.

Albane COUVENT

Elise AKKERMANN



Rédaction:

Agence tellitweb

Thierry NELISSEN

Imprimeur:

Imprimerie Reka

Tirage:

1000 exemplaires

"C'EST REDOUTABLE ET RAFRAÎCHISSANT",

se souvient un interlocuteur, heureux de trouver en IDEA
une structure propice à stimuler la réflexion et les réparties,
alors que le ton généralement pratiqué au Luxembourg
est caractérisé par une très grande retenue.

